

Philippe d'Arvisenet
Global Chief Economist
ECONOMIC RESEARCH DEPARTMENT

***LA CROISSANCE DE LA ZONE EURO EN
QUESTION :
JUSQU'OU REFORMER LE MARCHÉ DU
TRAVAIL ?***

Décembre 2004

SOMMAIRE

I - LA CROISSANCE POTENTIELLE, LA PRODUCTIVITE ET LA MOBILISATION DU TRAVAIL

II - LE FONCTIONNEMENT DU MARCHE DU TRAVAIL

III - LA DEMANDE DU TRAVAIL

IV - LA FORMATION DES COUTS SALARIAUX

V - L 'OFFRE DE TRAVAIL

- | -

LA CROISSANCE POTENTIELLE, LA PRODUCTIVITE ET LA MOBILISATION DU TRAVAIL

- **La croissance potentielle est faible**

- **La croissance potentielle est handicapée par :**

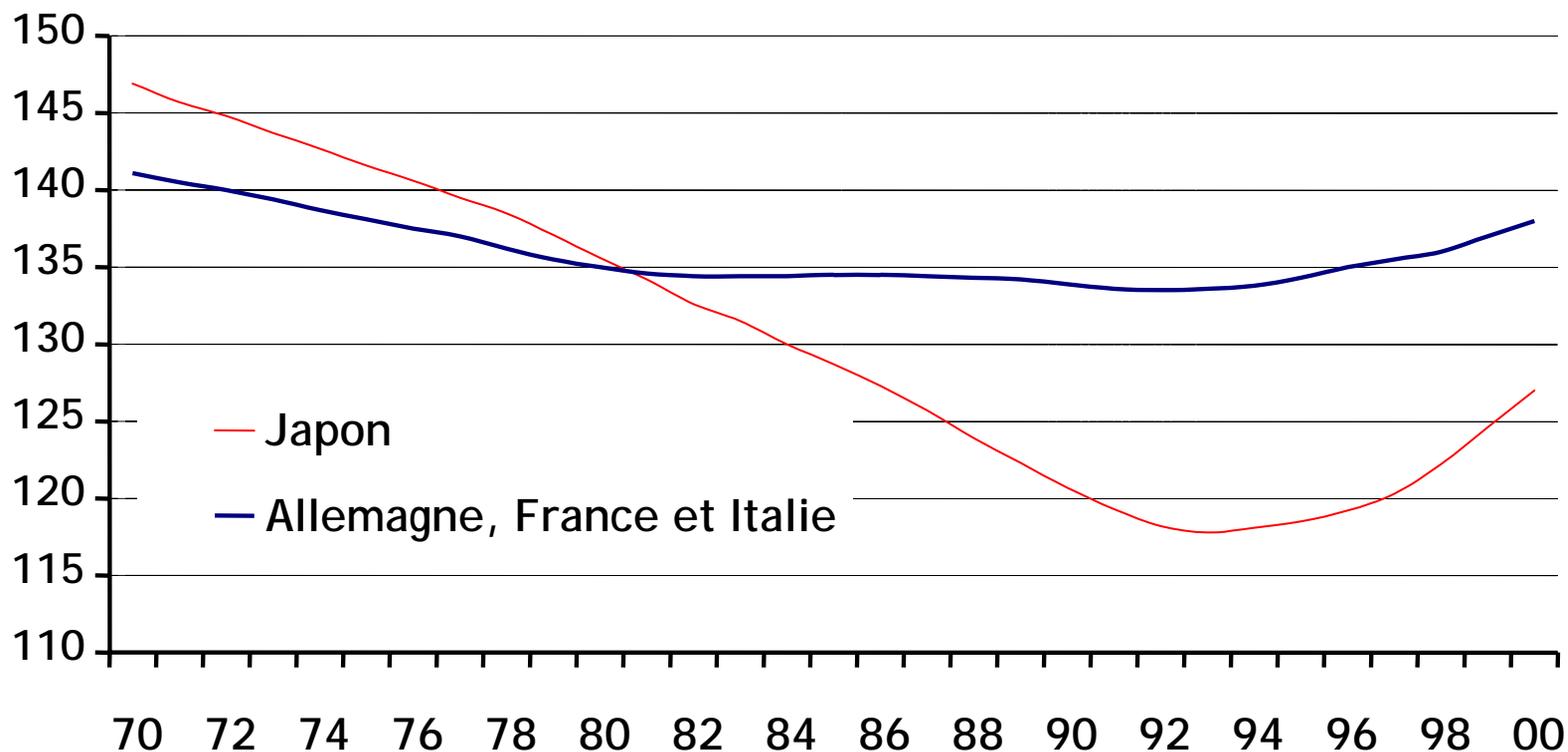
- **la démographie : baisse relativement plus forte et plus durable de la population en âge de travailler**
- **les gains de productivité horaire**
 - part plus faible des secteurs à forts gains de productivité
 - moins d 'investissements générateurs de gains de productivité élevés dans les autres secteurs (services, etc.),
 - environnement (rigidités) ne permettant pas d 'utiliser de façon optimale les nouvelles technologies .
- **les gains de productivité par tête ont subi l 'effet de la baisse de la durée du travail**

- Pour freiner ou mieux, interrompre ou renverser la tendance à l'appauvrissement relatif : outre le renforcement des gains de productivité, il faut mieux mobiliser le travail.
- Y parvenir faciliterait, par ailleurs, le financement des retraites, des dépenses de santé...
- Face à une croissance potentielle accrue, la politique monétaire pourrait être plus accommodante.

PIB réel/habitant* aux Etats-Unis comparé à d'autres grands pays

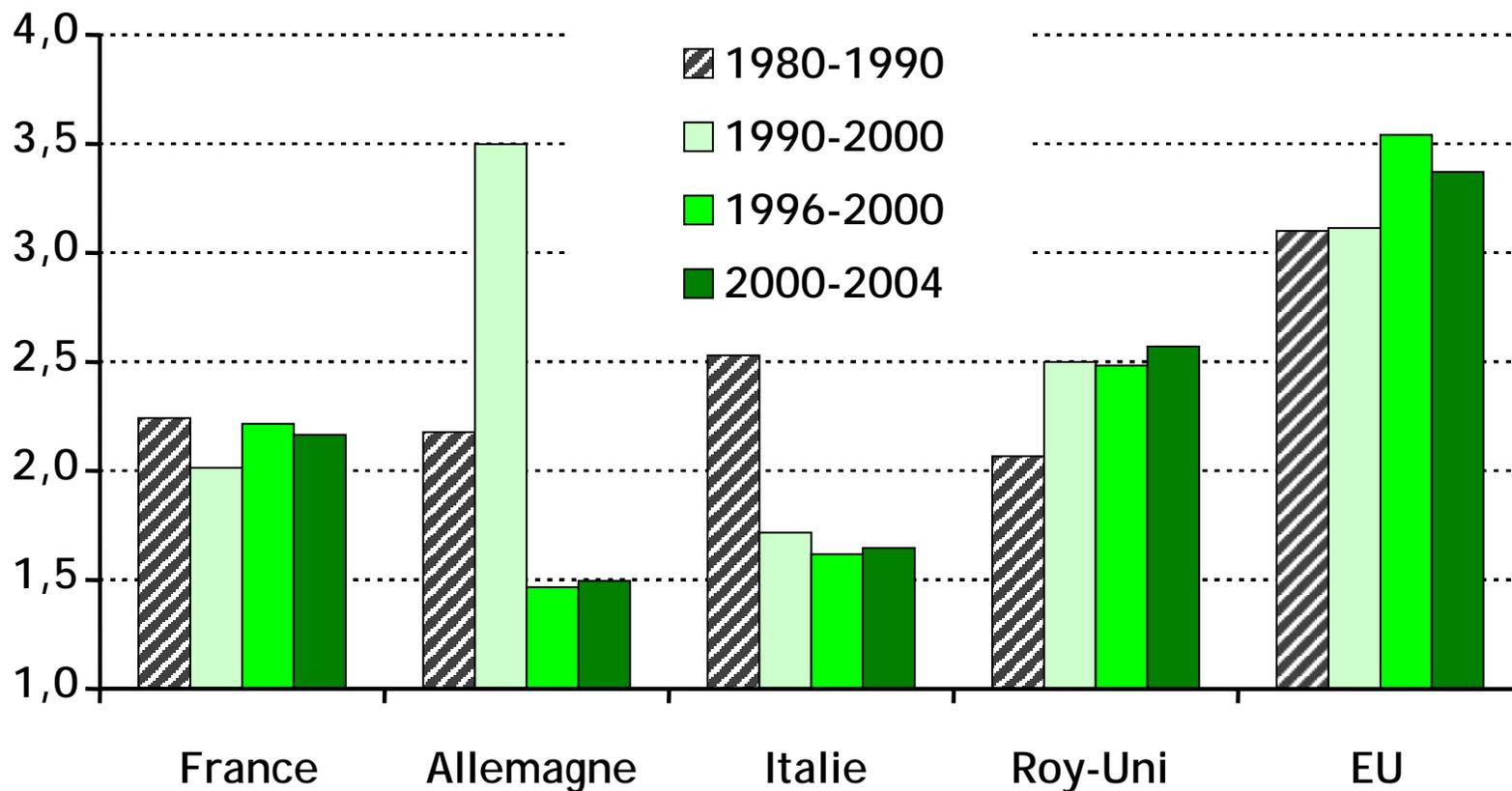
(* sur la base des PPA et des prix de 1995, en tendance)

hors Etats-Unis = 100



source: OCDE

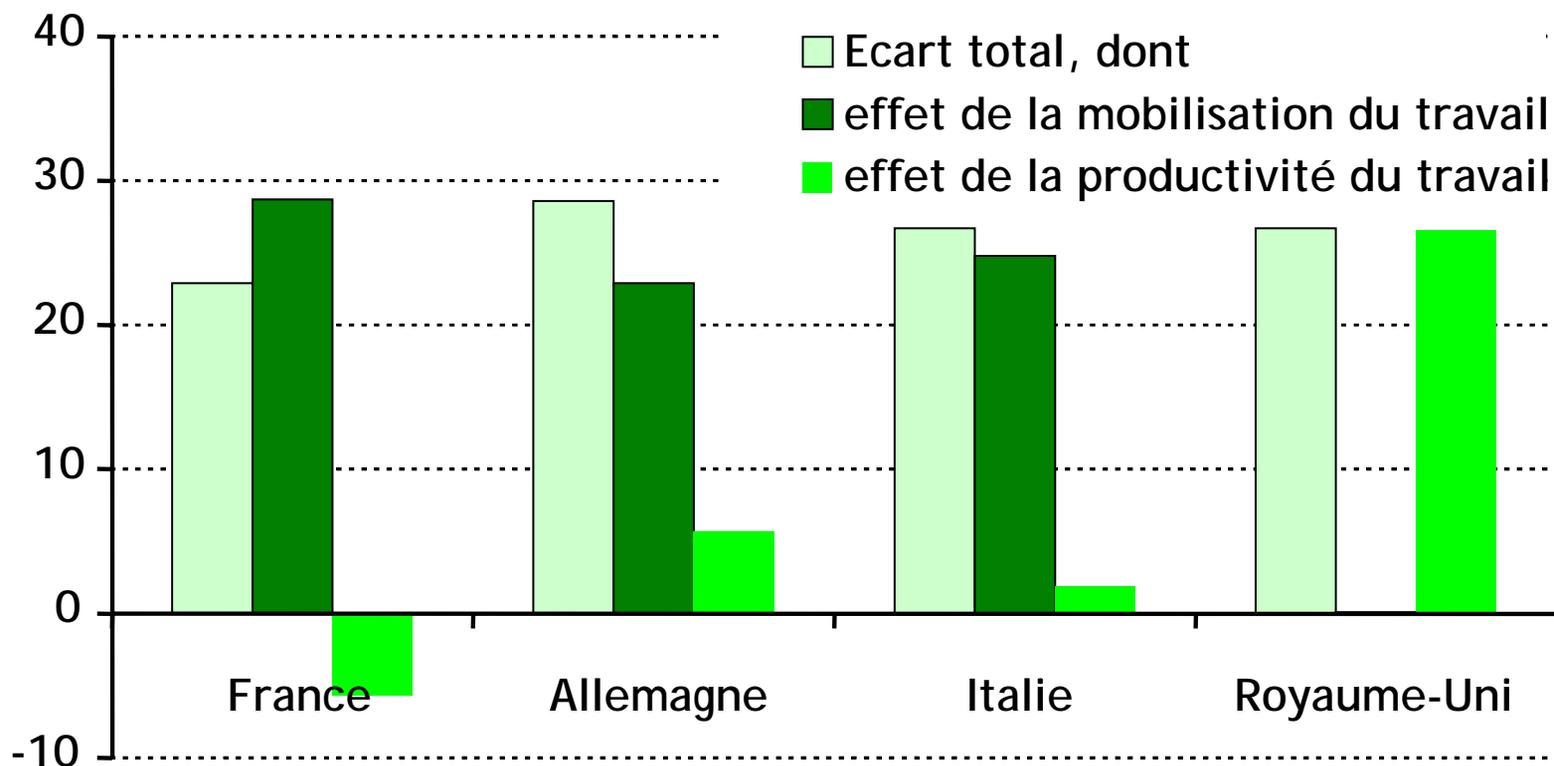
Taux de croissance de moyenne période



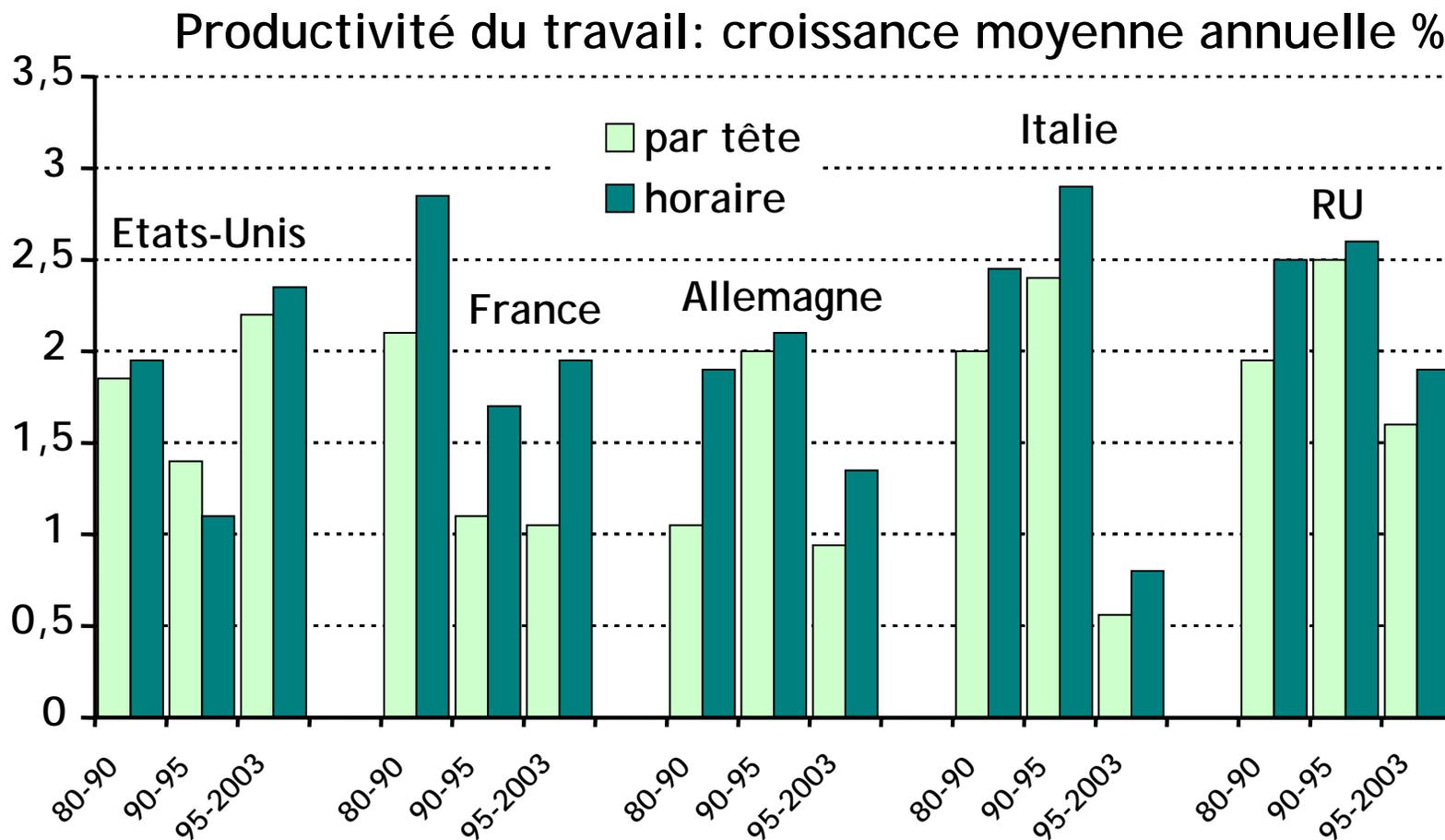
source: OCDE calculs: BNP Paribas

Les origines des écarts de revenu par tête par rapport aux EU en 2002

(PPA de 2000)

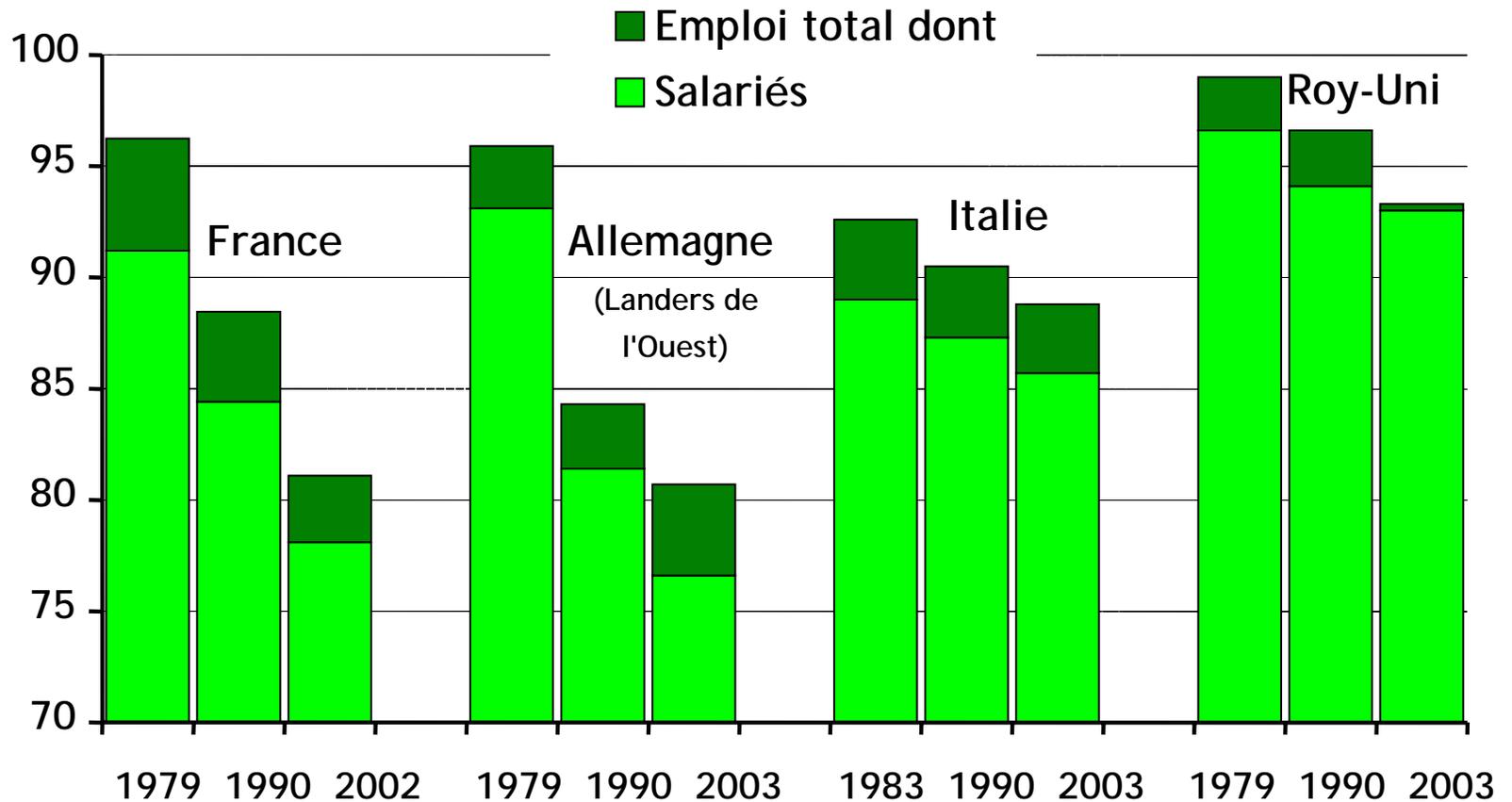


source: OCDE



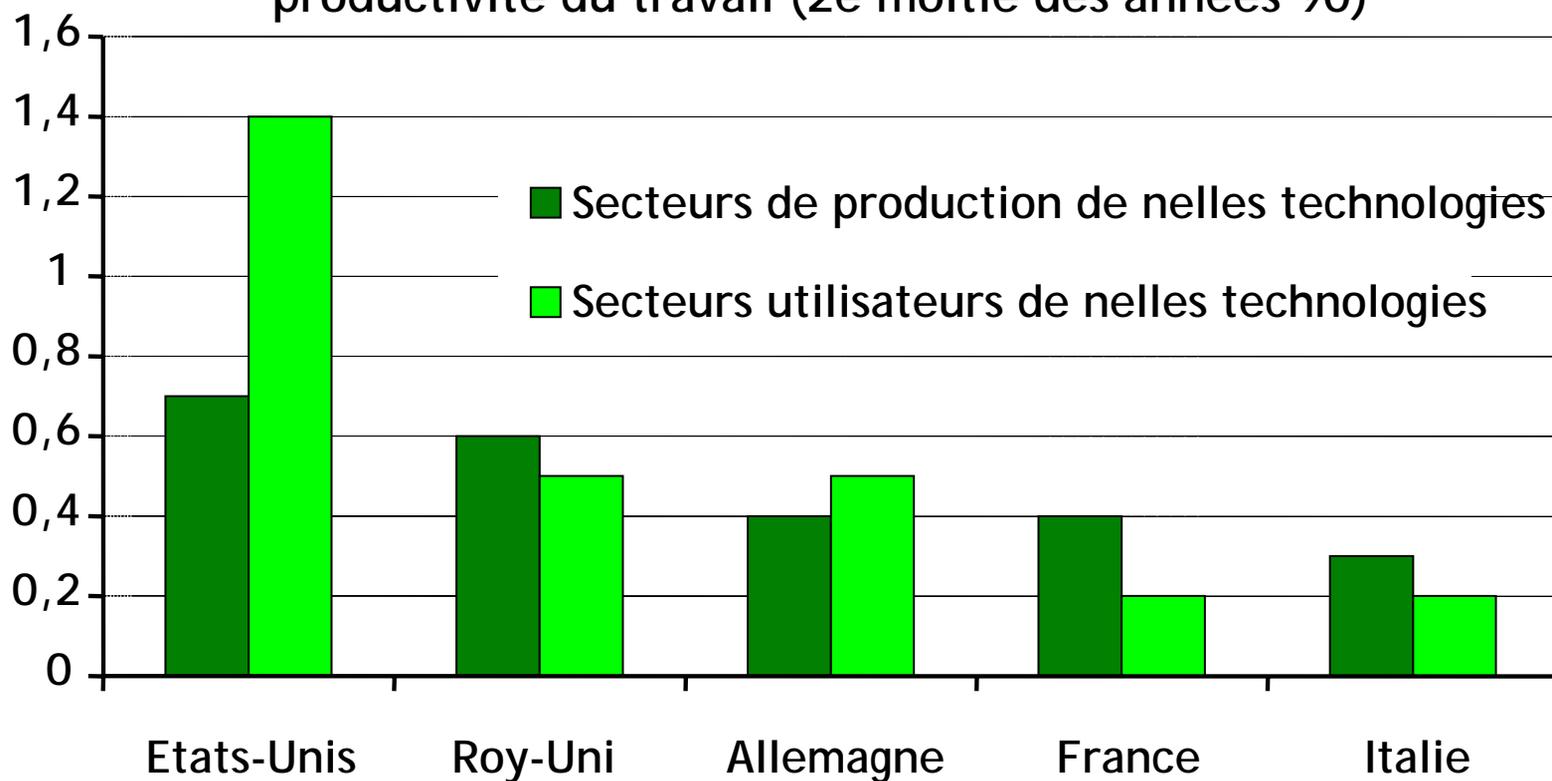
source: OCDE calculs: BNP Paribas

Heures travaillées (USA = 100)



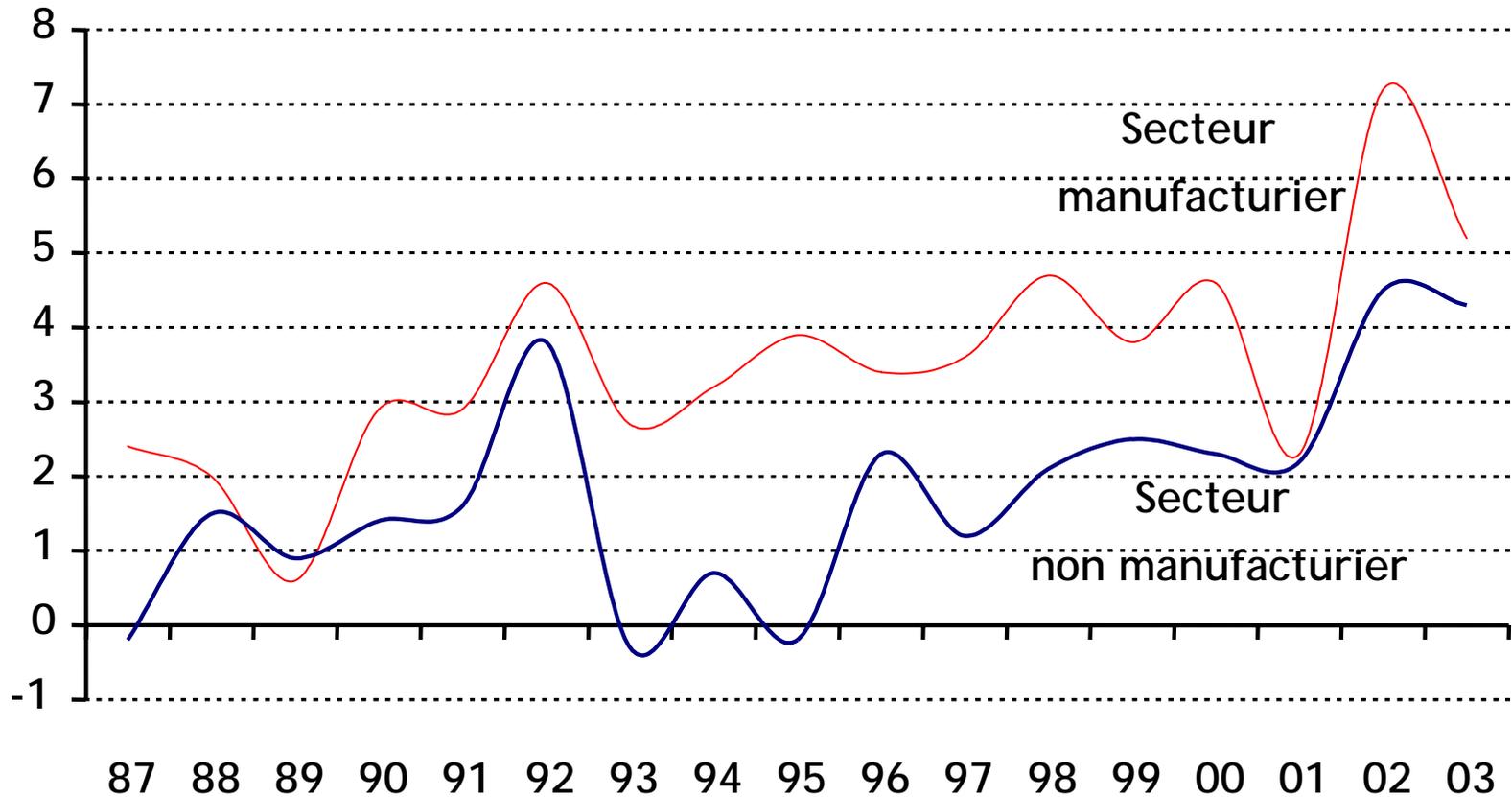
source: OCDE

Contribution des nouvelles technologies à la croissance annuelle de la productivité du travail (2^e moitié des années 90)



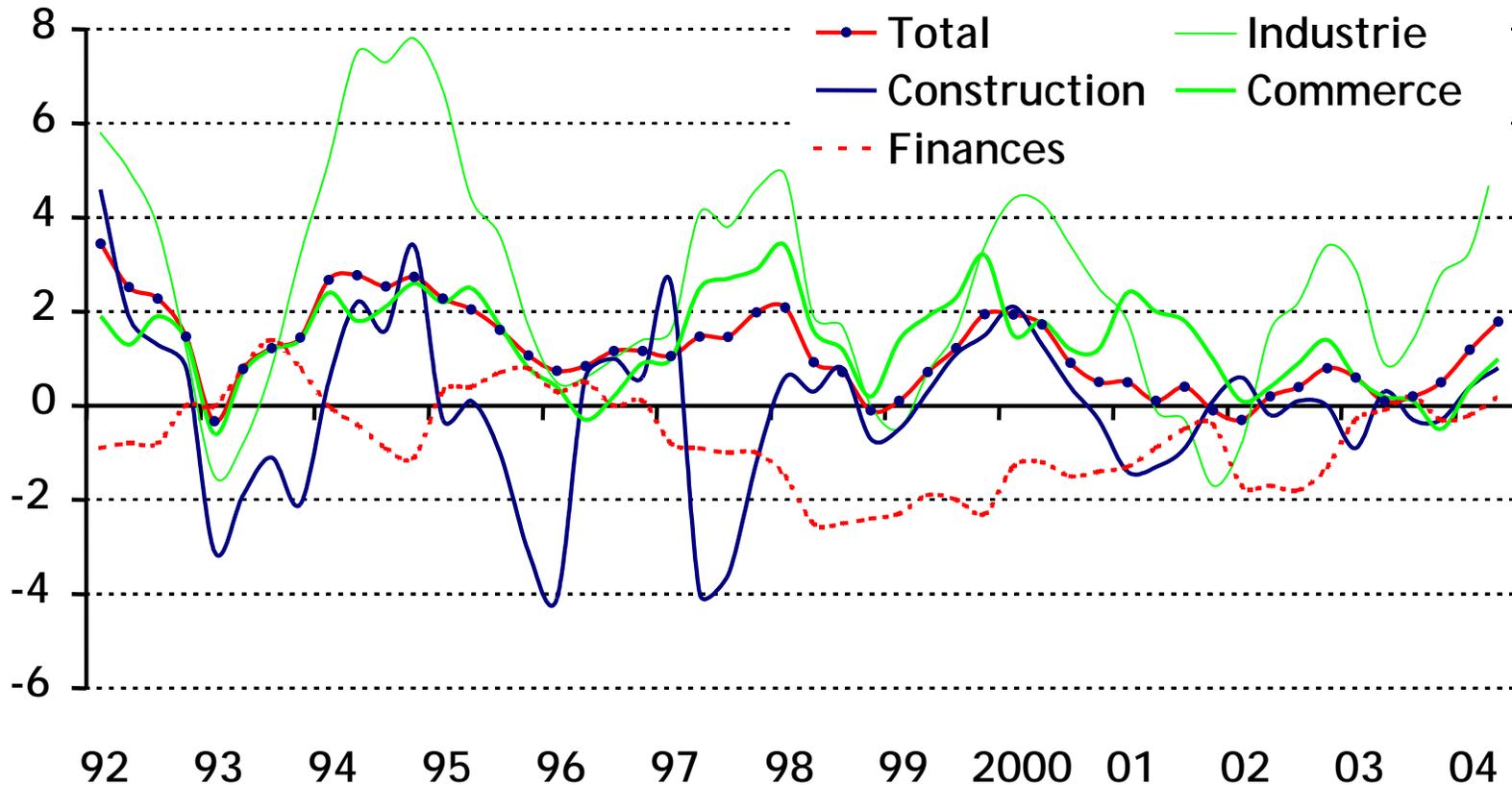
source: OCDE

Etats-Unis: productivité du travail, glissement annuel %



sources: BLS, BNP Paribas

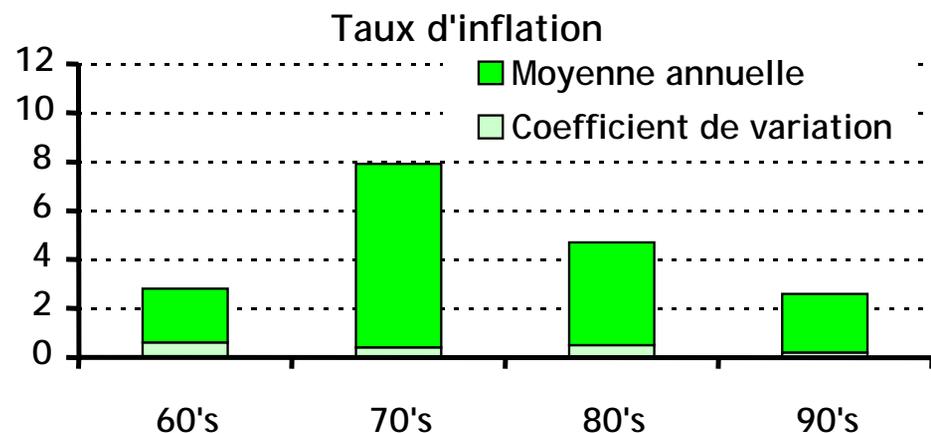
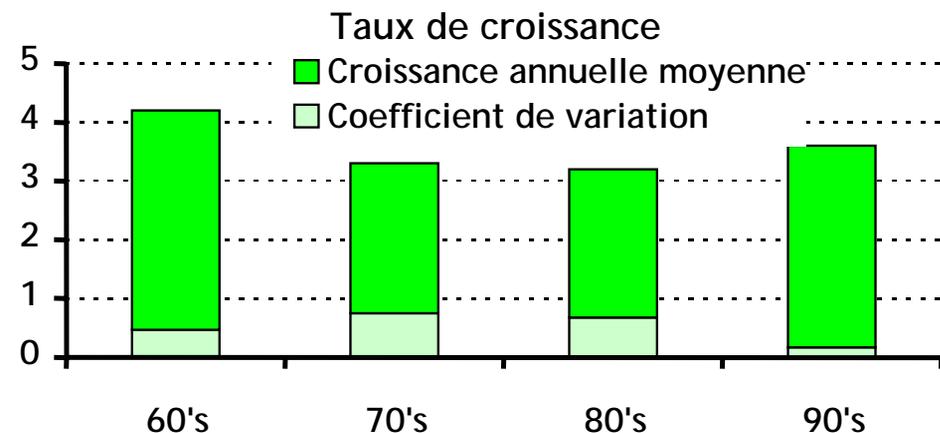
Zone euro: productivité du travail, glissement annuel %



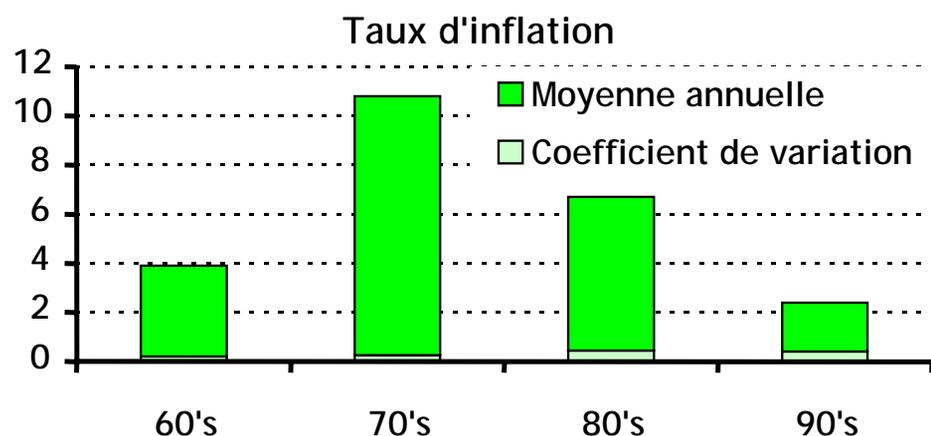
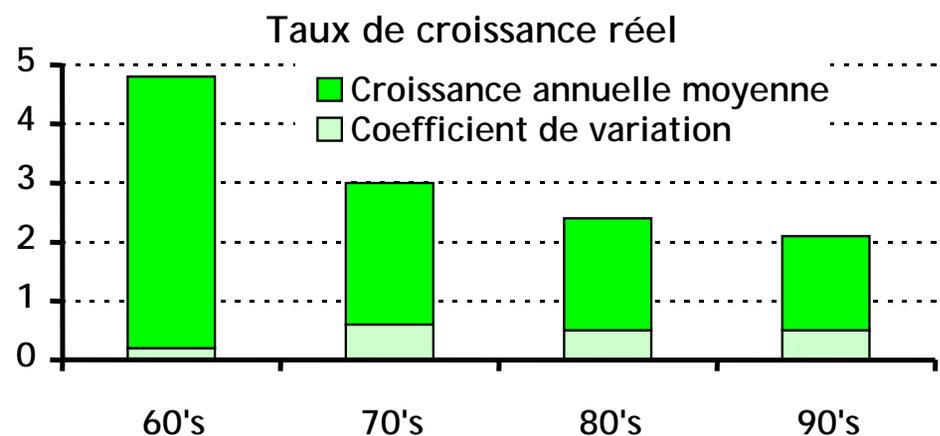
source: BCE

Stabilité macro économique

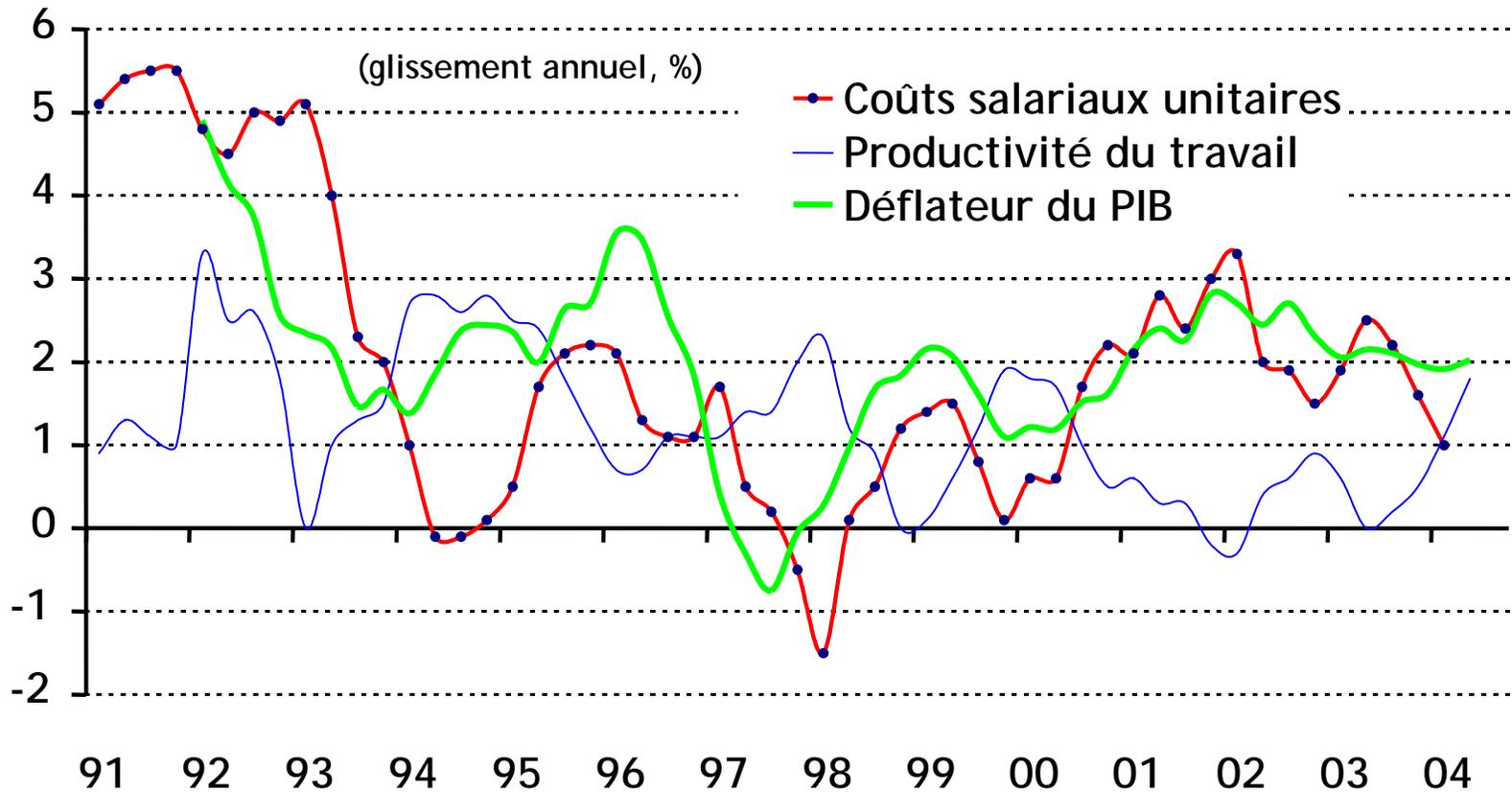
Etats-Unis



Zone euro



Zone euro : coûts et productivité du travail, déflateur du PIB



sources: BCE, Eurostat

- II -

LE FONCTIONNEMENT DU MARCHE DU TRAVAIL

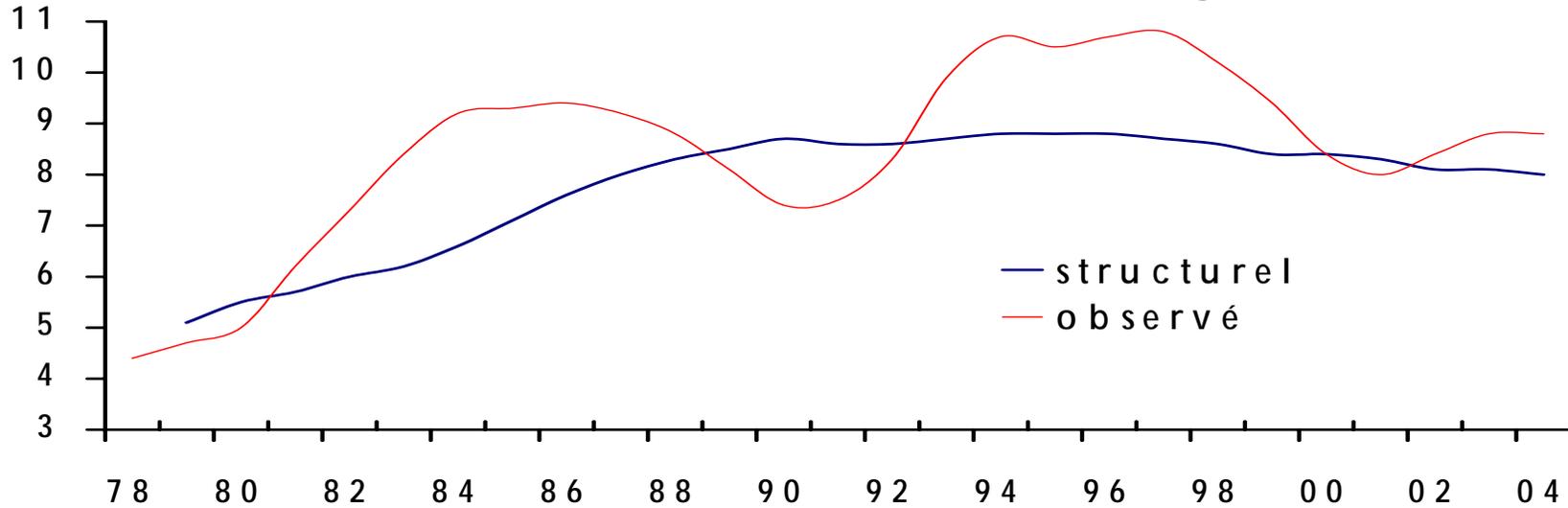
Le marché du travail fonctionne mal

- Le taux de chômage structurel a fortement augmenté lors des années 1980 et persiste avec toutefois des différences sensibles entre pays
- Le taux de participation ou taux d'activité, ratio de la population active (emploi + chômage) à la population en âge de travailler peut être très élevé et ce avec des niveaux de chômage très bas
- Abaisser la population active n'a pas été très efficace pour réduire le chômage. Un chômage faible pousse la population active à la hausse.
- L'intervention sur le marché du travail (mesures actives) par opposition aux « mesures passives » (l'indemnisation du chômage) n'est pas d'une efficacité marquée en dépit de son coût .

- Le chômage de longue durée est élevé. la mobilité du travail est freinée par le poids de la réglementation
- Les écarts de taux de chômage entre régions sont persistants (peu de mobilité)
- Le taux de chômage structurel élevé va de pair avec des difficultés d'appariement des offres aux demandes, qui se sont aggravées en zone euro alors qu'elle régressaient aux Etats-Unis
- Les courbes de Phillips sont restées quasi stables dans la zone euro depuis 25 ans. Aux Etats-Unis, la courbe s'est déplacée. Un taux d'inflation faible est devenu compatible avec un taux de chômage beaucoup plus bas. La courbe est par ailleurs devenue plate depuis le début des années 1990

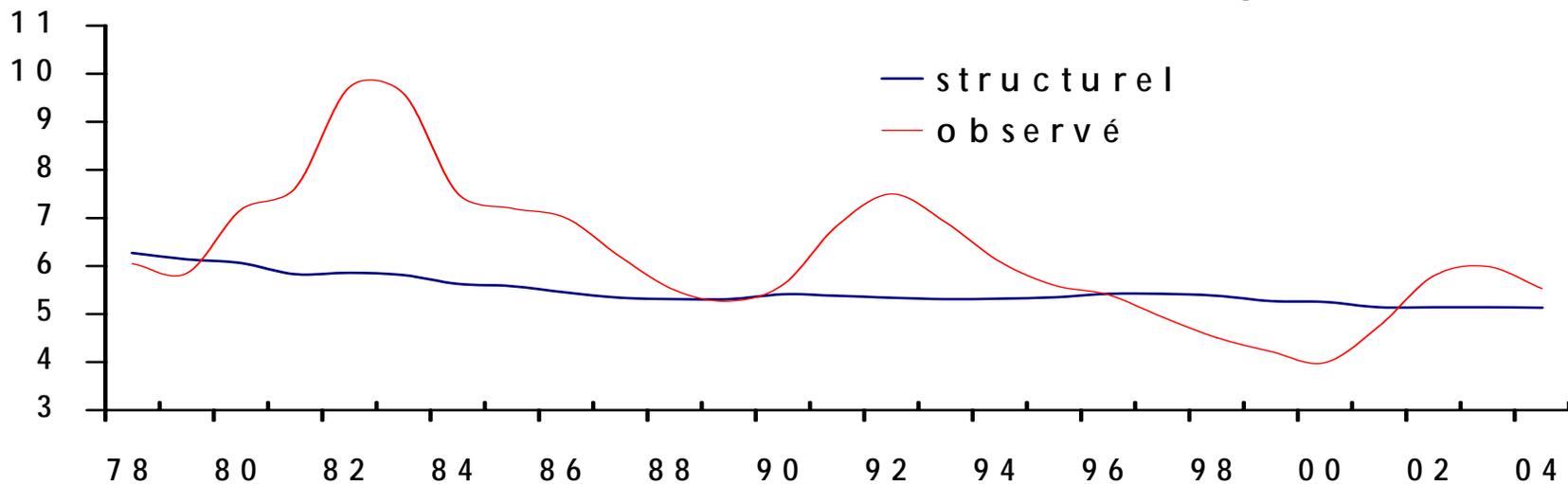
- La faiblesse des gains de productivité, jointe à une certaine inertie des rémunérations par rapport aux conditions du marché du travail a conduit à provoquer une croissance des coûts salariaux unitaires en Europe (alors qu'ils baissaient aux Etats-Unis), ce qui a pesé à la fois sur les marges des entreprises (avec un déflateur du PIB rattrapé par les coûts salariaux unitaires) et retardé l'abaissement des taux monétaires
- Par opposition à cela, les gains de productivité ont été très élevés aux Etats-Unis, y compris dans le secteur protégé, ce qui n'est pas le cas en zone euro

Zone euro: taux de chômage



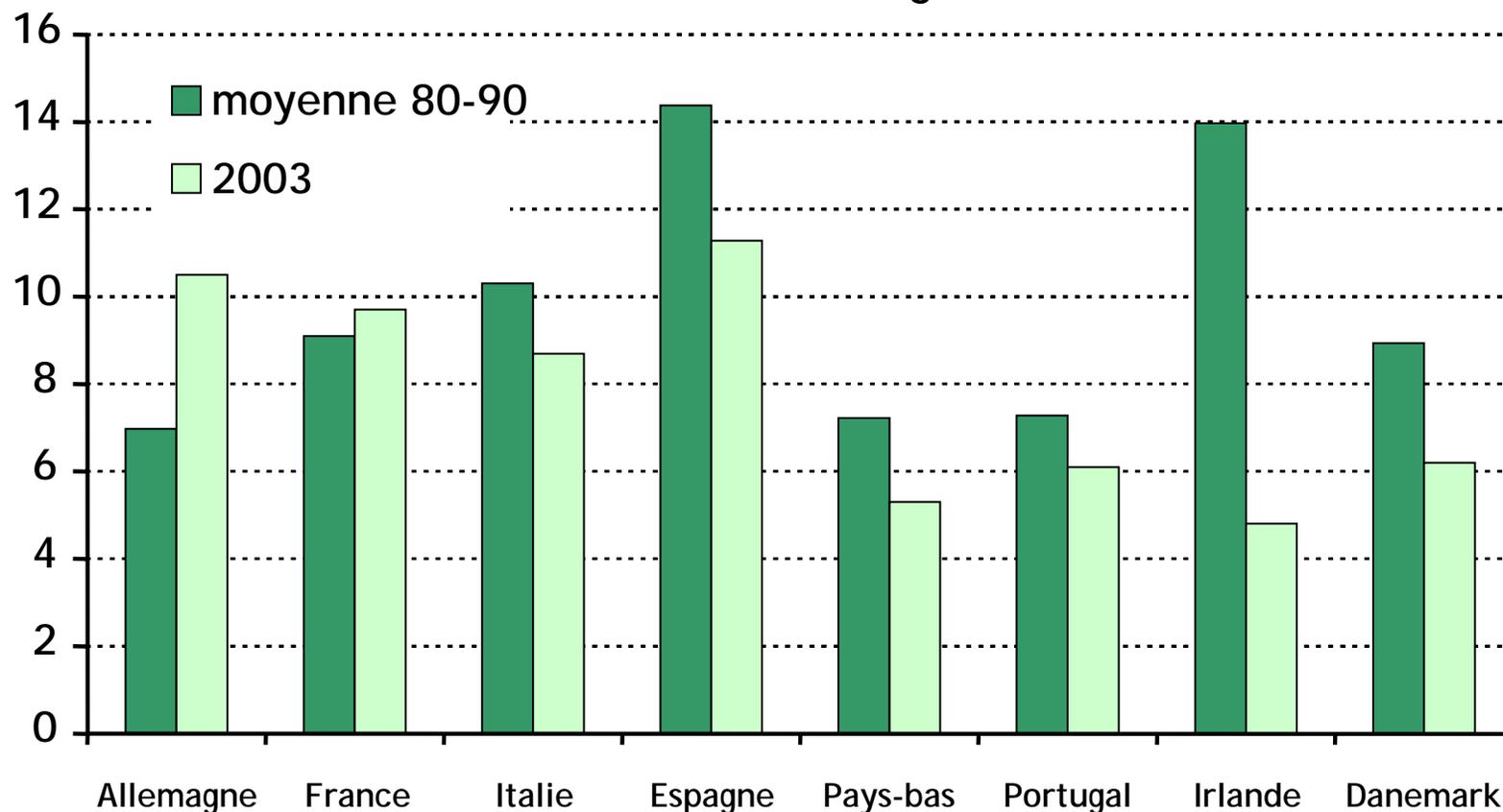
sources: OCDE, Eurostat

Etats-Unis: taux de chômage



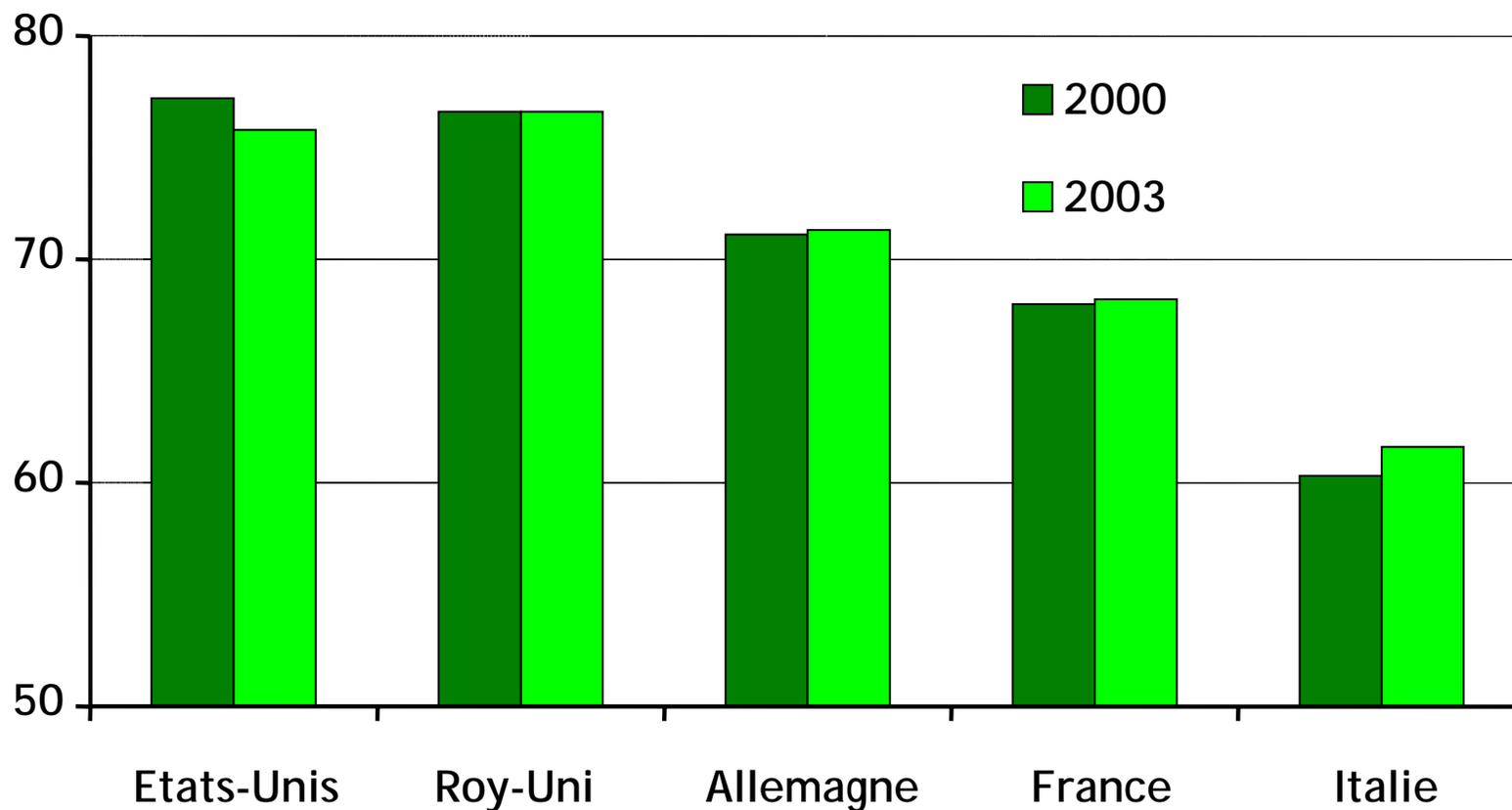
source: OCDE

Taux de chômage, %



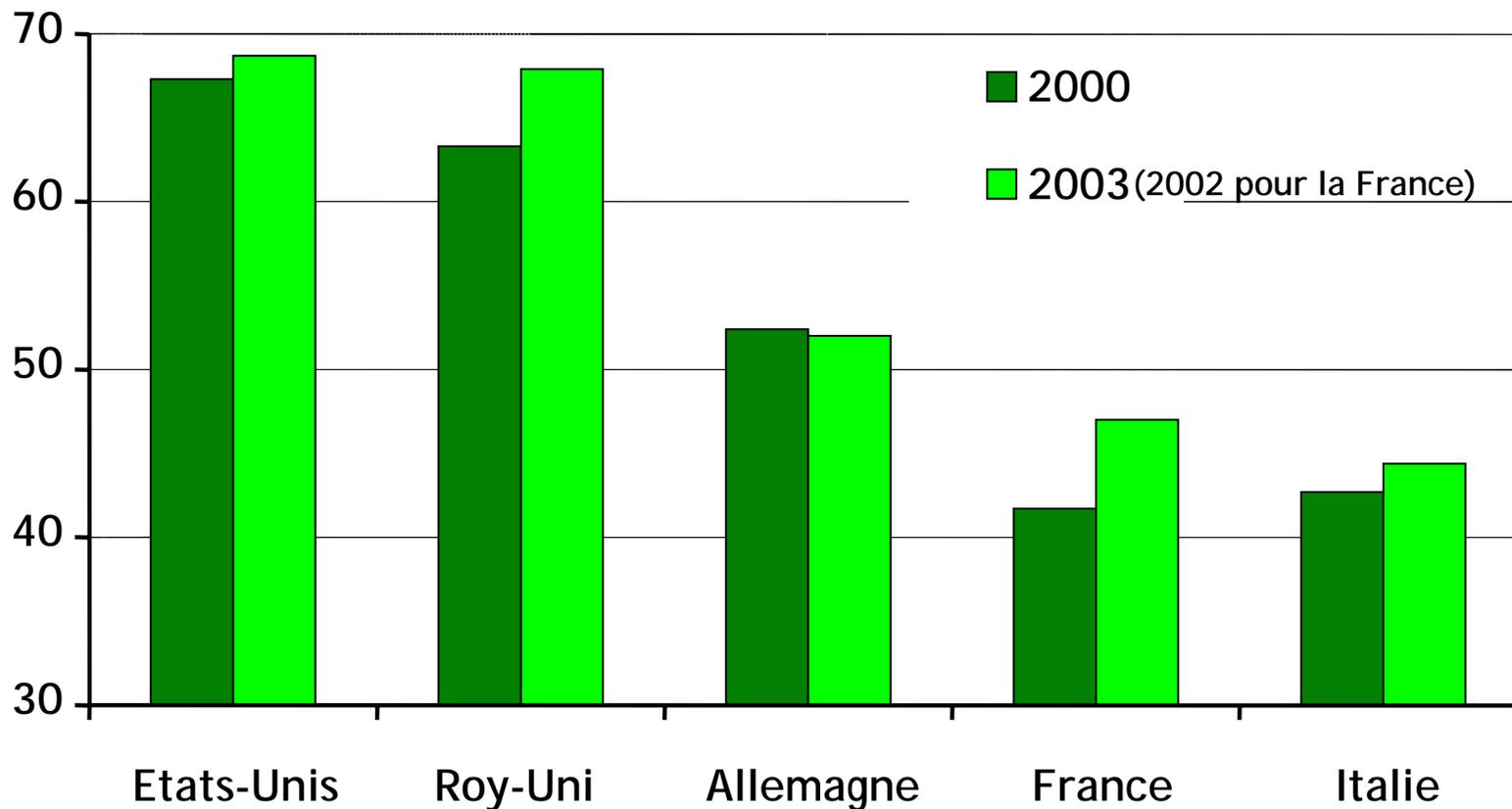
sources: nationales

Taux d'activité (15-64 ans)



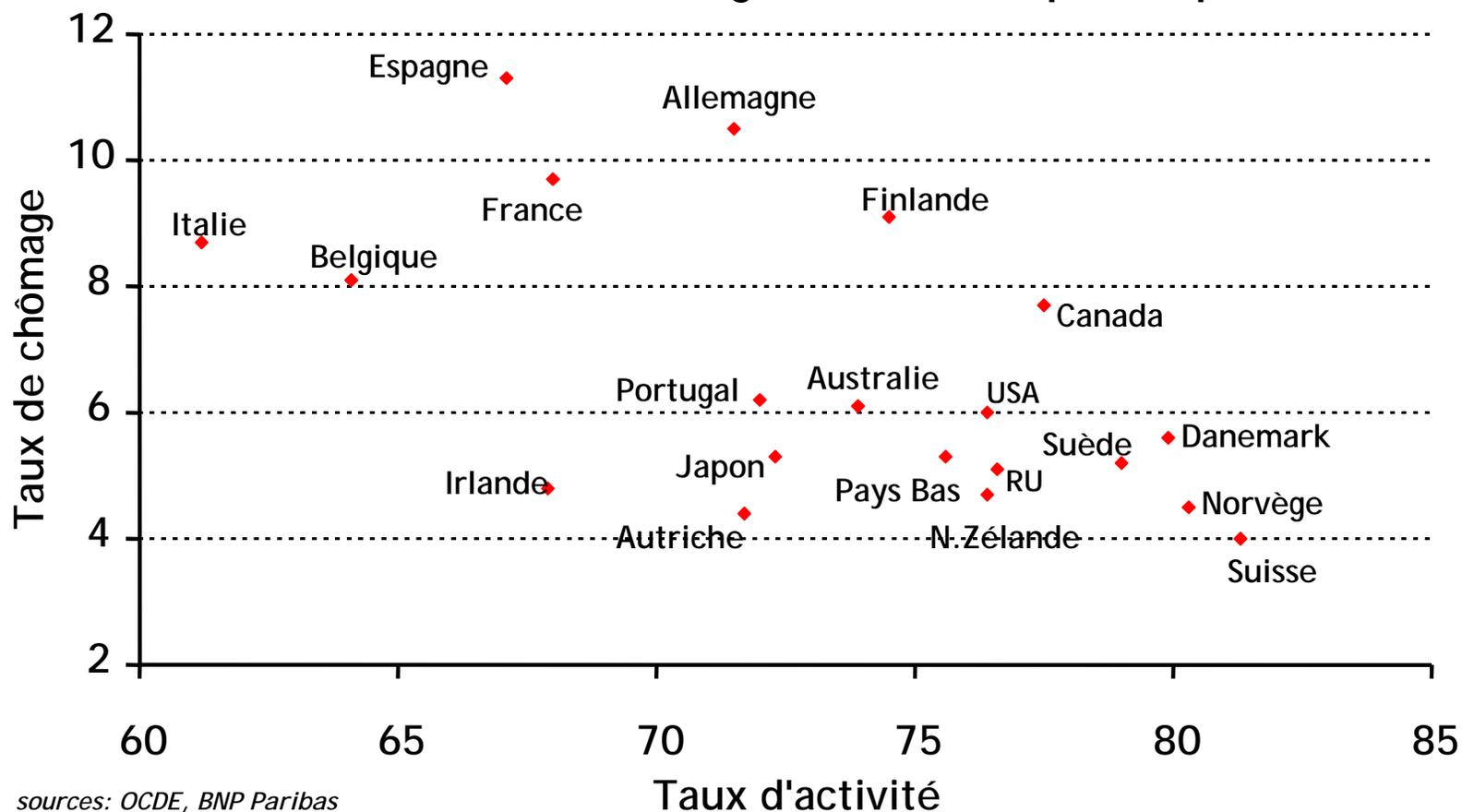
source: OCDE

Taux d'activité des hommes (55-64 ans)



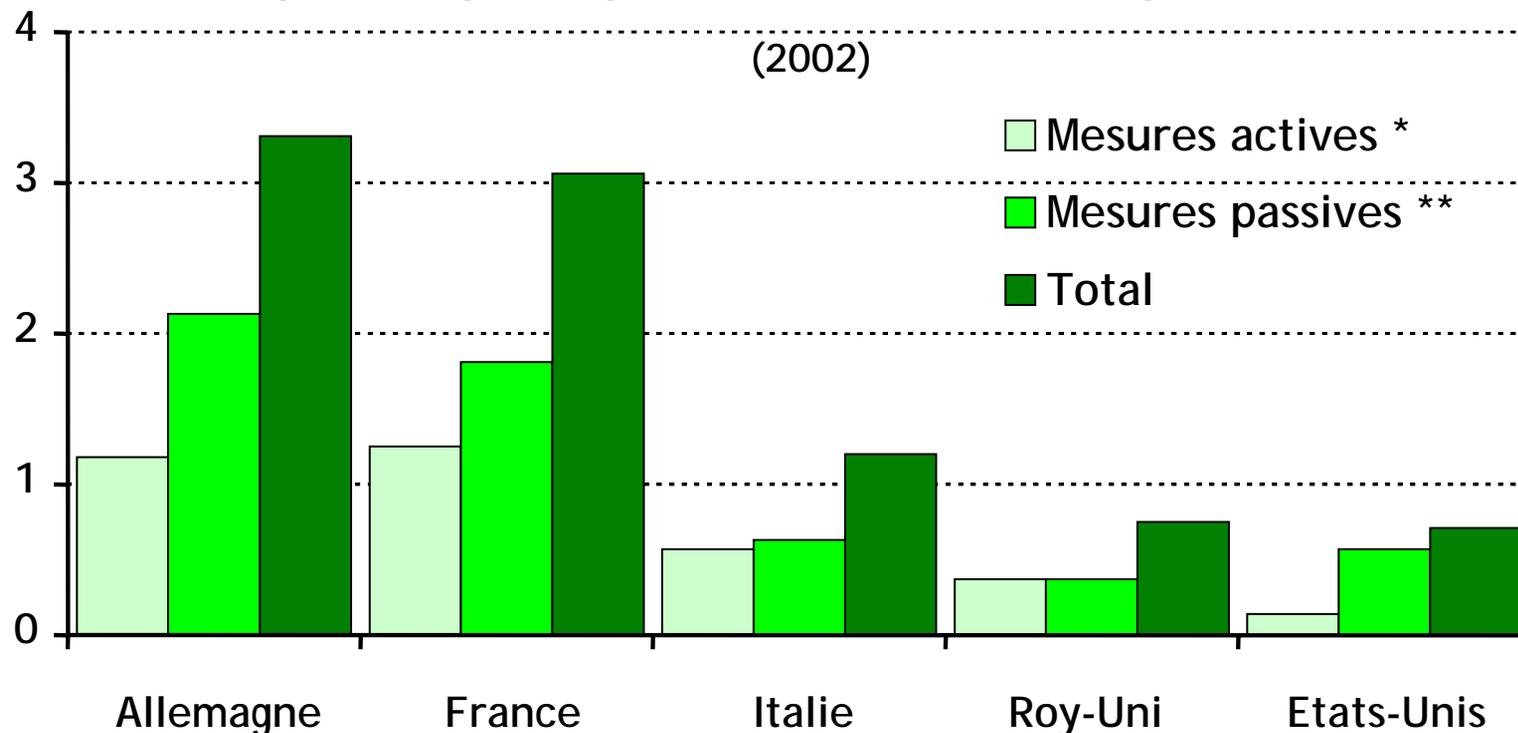
source: OCDE

Zone euro: chômage et taux de participation



sources: OCDE, BNP Paribas

Dépenses publiques de soutien à l'emploi, % du PIB

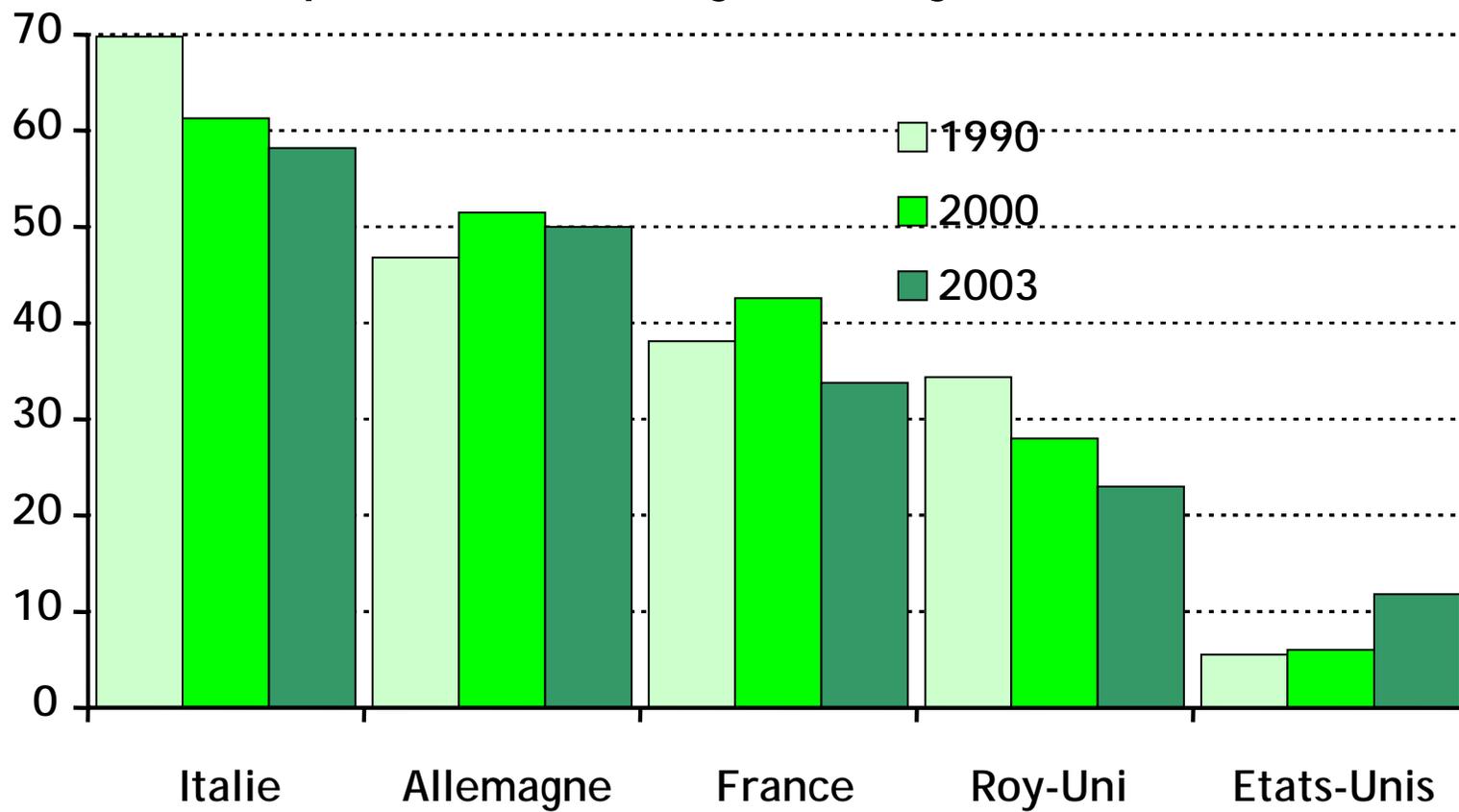


source: OCDE

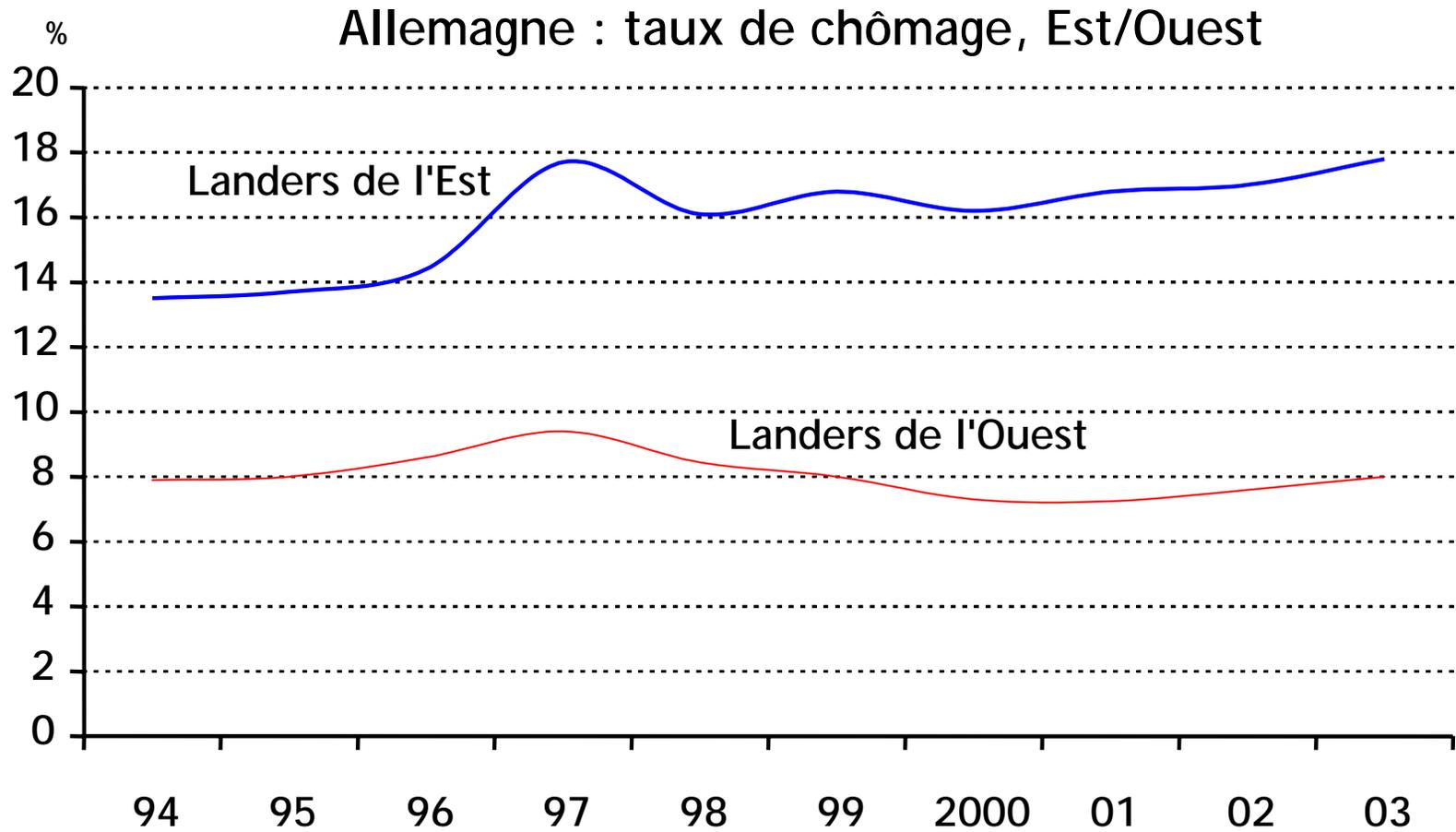
* service de l'emploi, formation professionnelle, mesure en faveur des jeunes et des handicapés, aide à l'embauche

** indemnisation du chômage et retraites anticipées

Fréquence du chômage de longue durée (12 mois et plus)

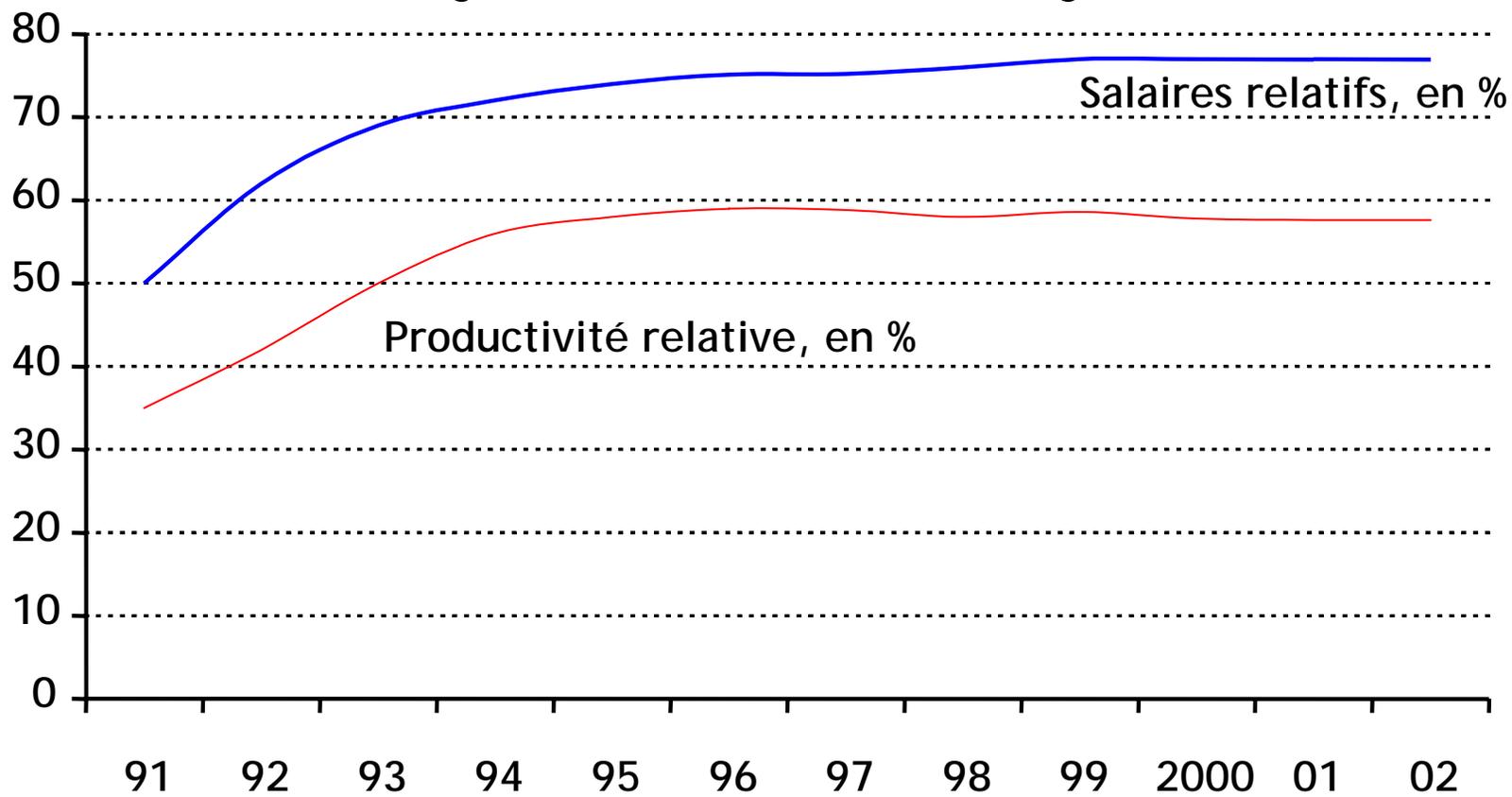


source: OCDE



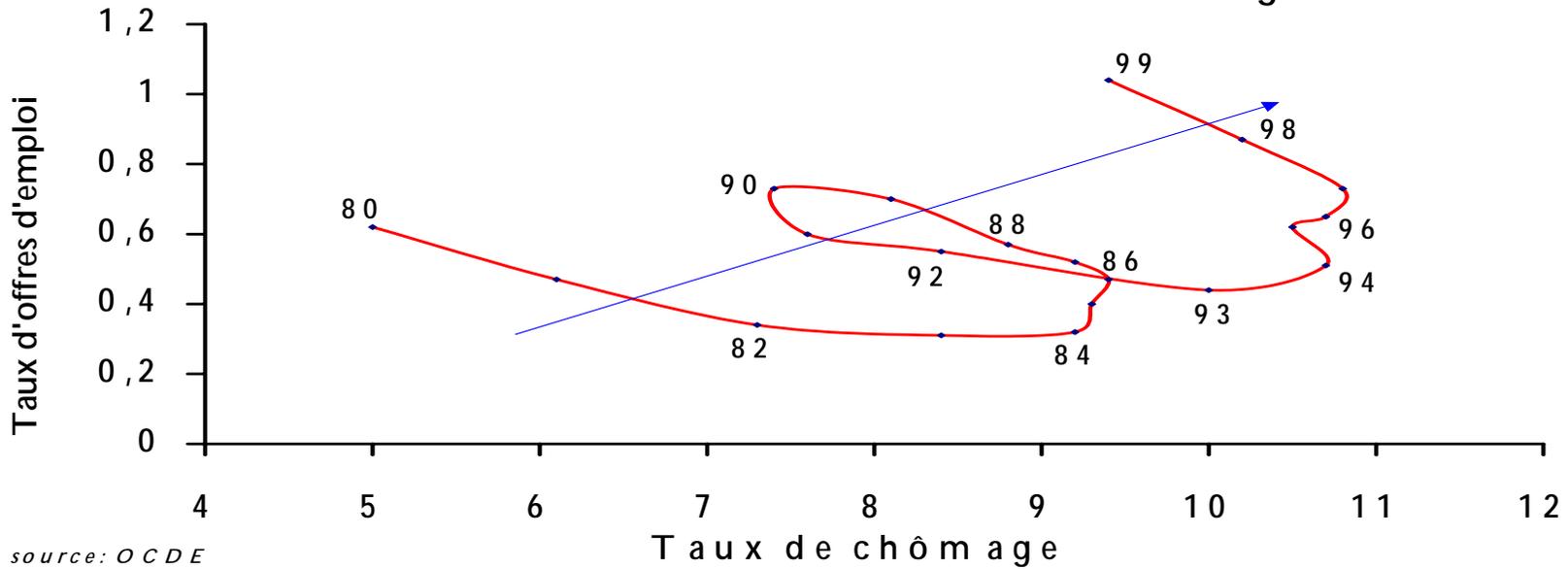
source: Federal Employment Services

Allemagne de l'Est versus Allemagne de l'Ouest

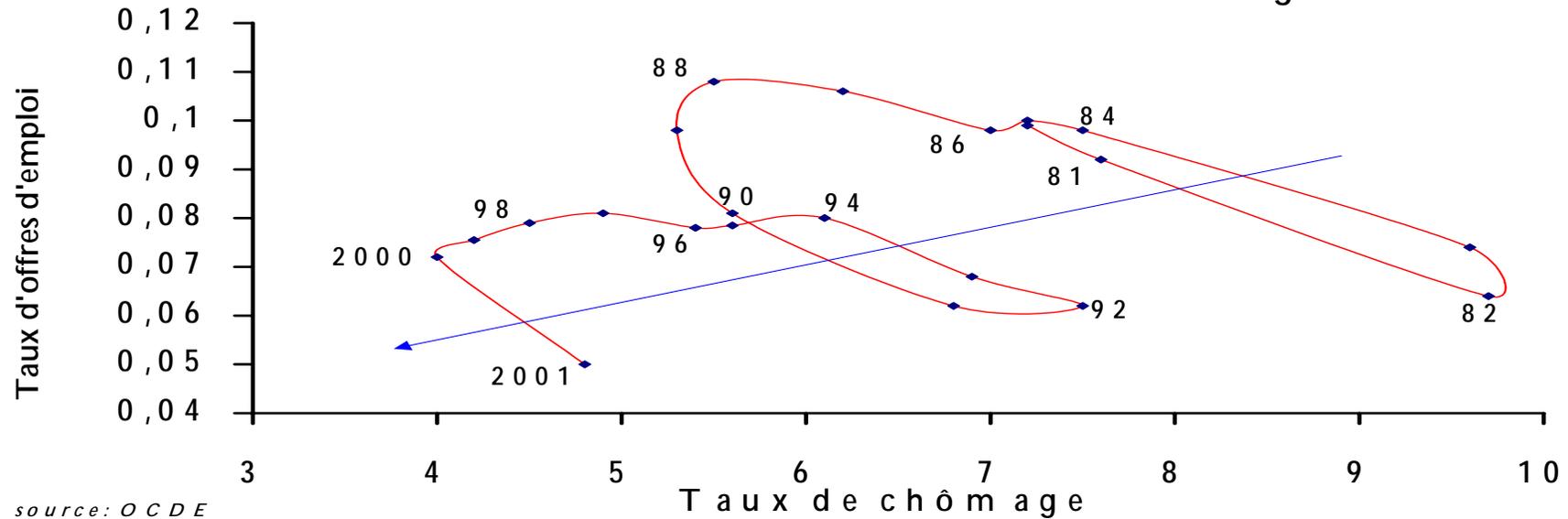


source : Federal Statistical Office

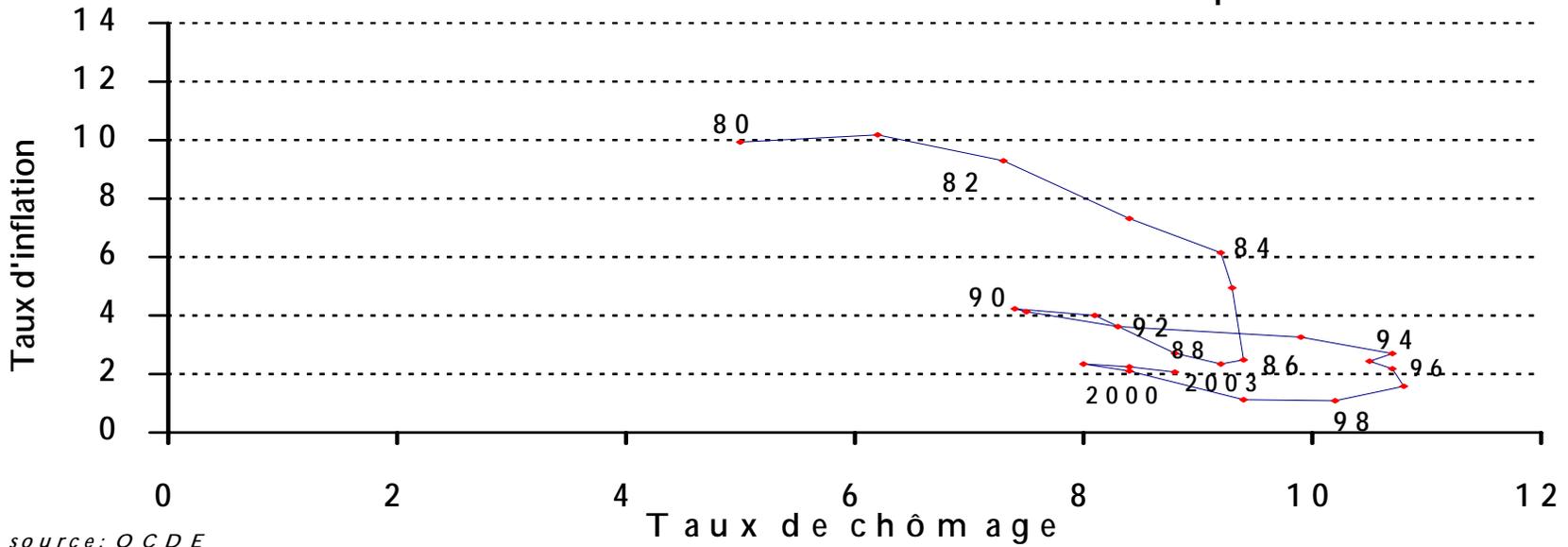
Zone euro: courbe de Beveridge



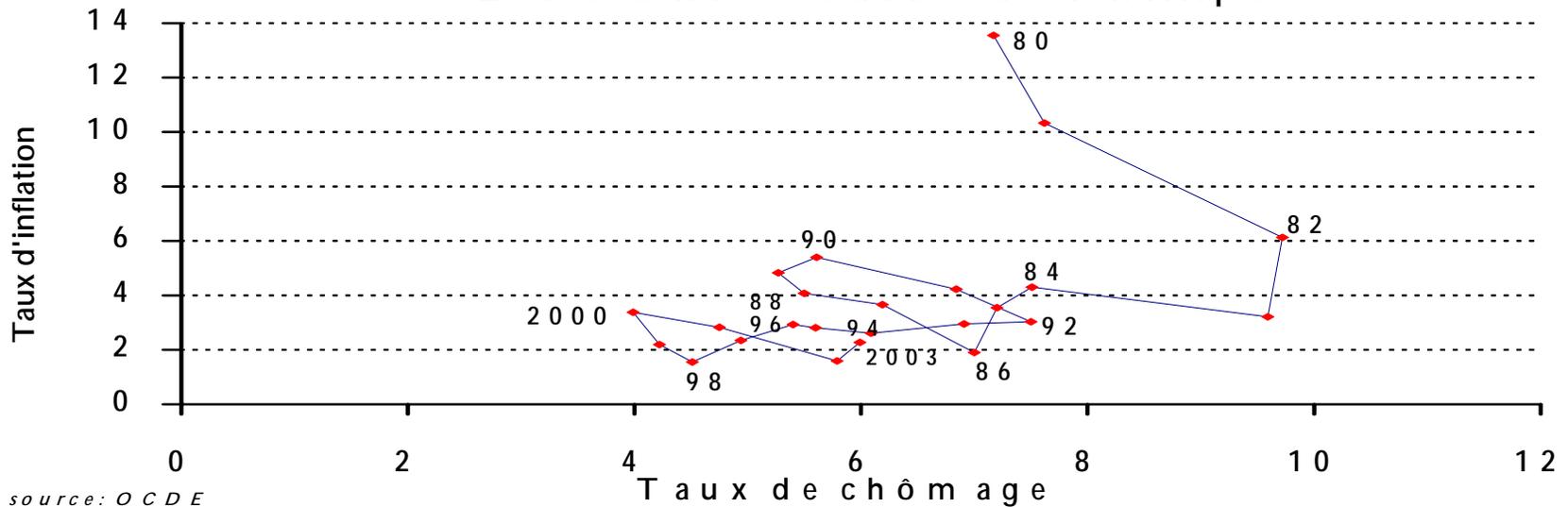
Etats-Unis: courbe de Beveridge



Zone euro: courbe de Phillips



Etats Unis: courbe de Phillips



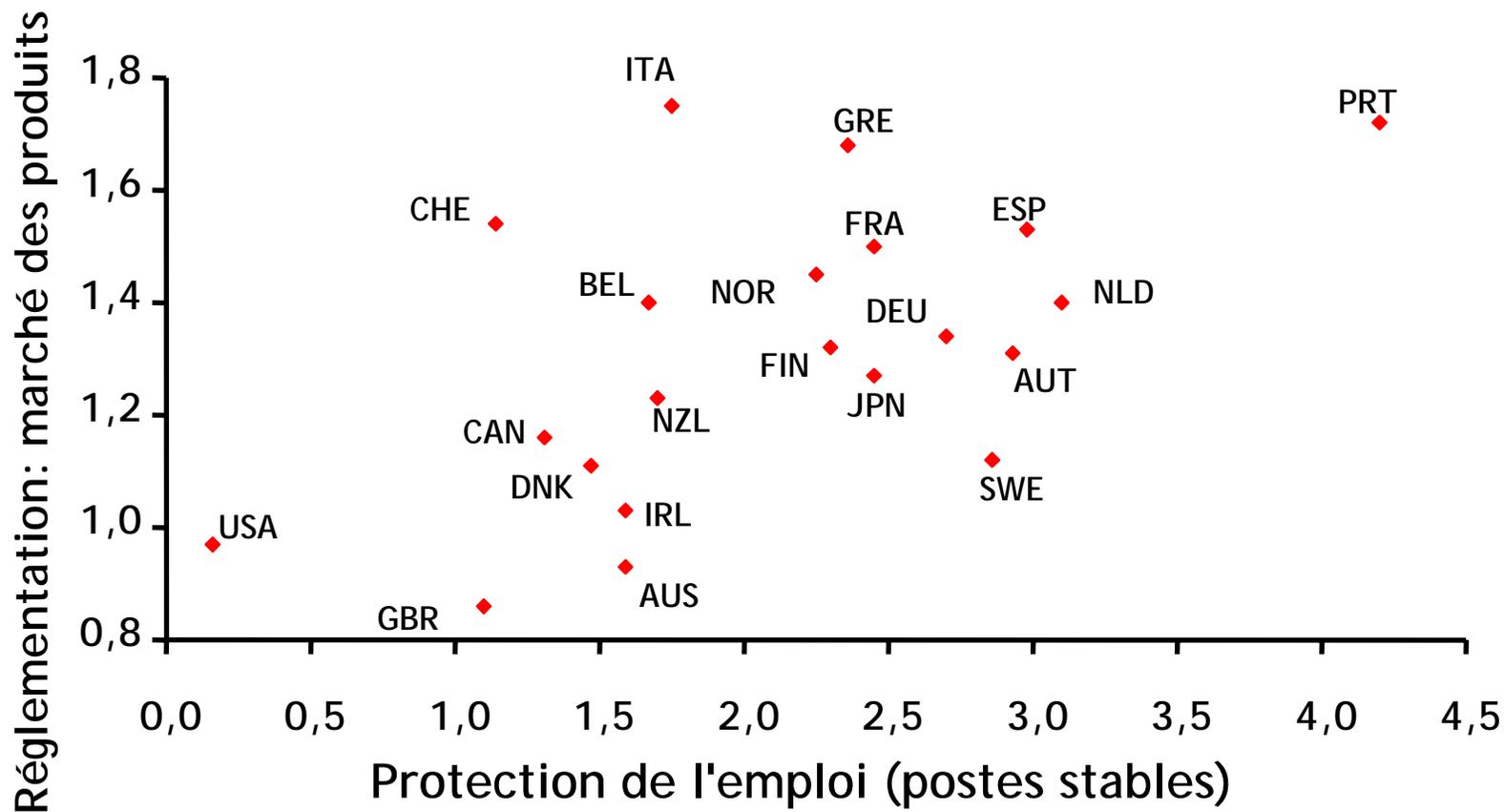
- III -

LA DEMANDE DE TRAVAIL

La demande de travail

- Le poids de la réglementation pèse sur le bon fonctionnement du marché (réglementation du marché des biens et du travail vont de pair)
- La réponse a été le recours aux formes atypiques d'emploi , ce qui ne vas pas sans effet négatif (dualisme des marchés du travail, équité, « insiders » plus protégés par la concentration de la flexibilité sur une sous-population, désincitation à la formation, érosion du capital humain).
 - la rigueur de la réglementation du travail réduit le turnover
 - mais contribue à l'allongement du chômage
 - et pèse avec la réglementation du marché des biens sur le taux d'activité

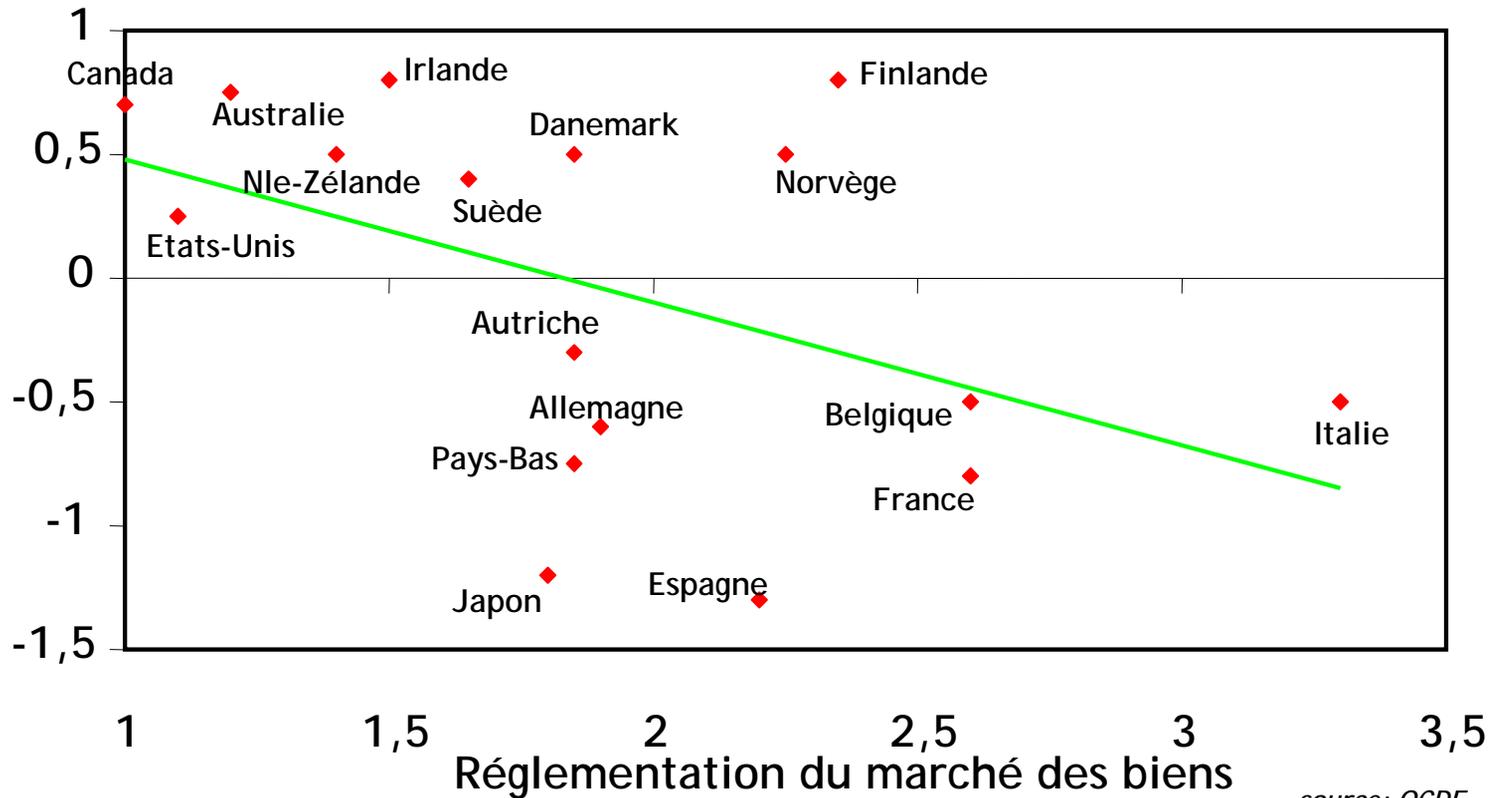
Réglementation des marchés des produits et du travail



sources: OCDE, BNP Paribas

Evolution de la productivité globale des facteurs

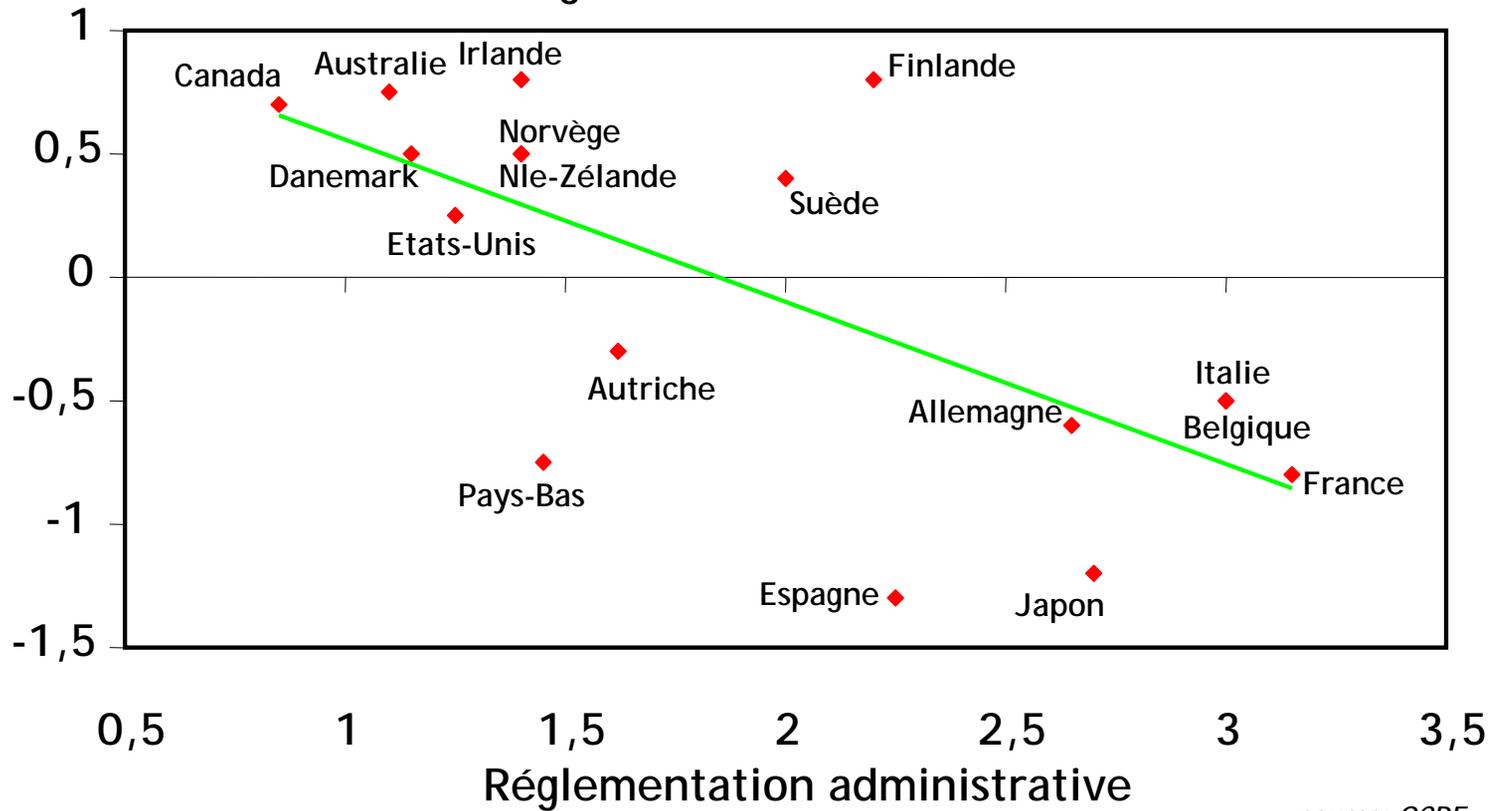
Evolution de la productivité globale des facteurs et réglementation du marché des biens (réglementation interne)



source: OCDE

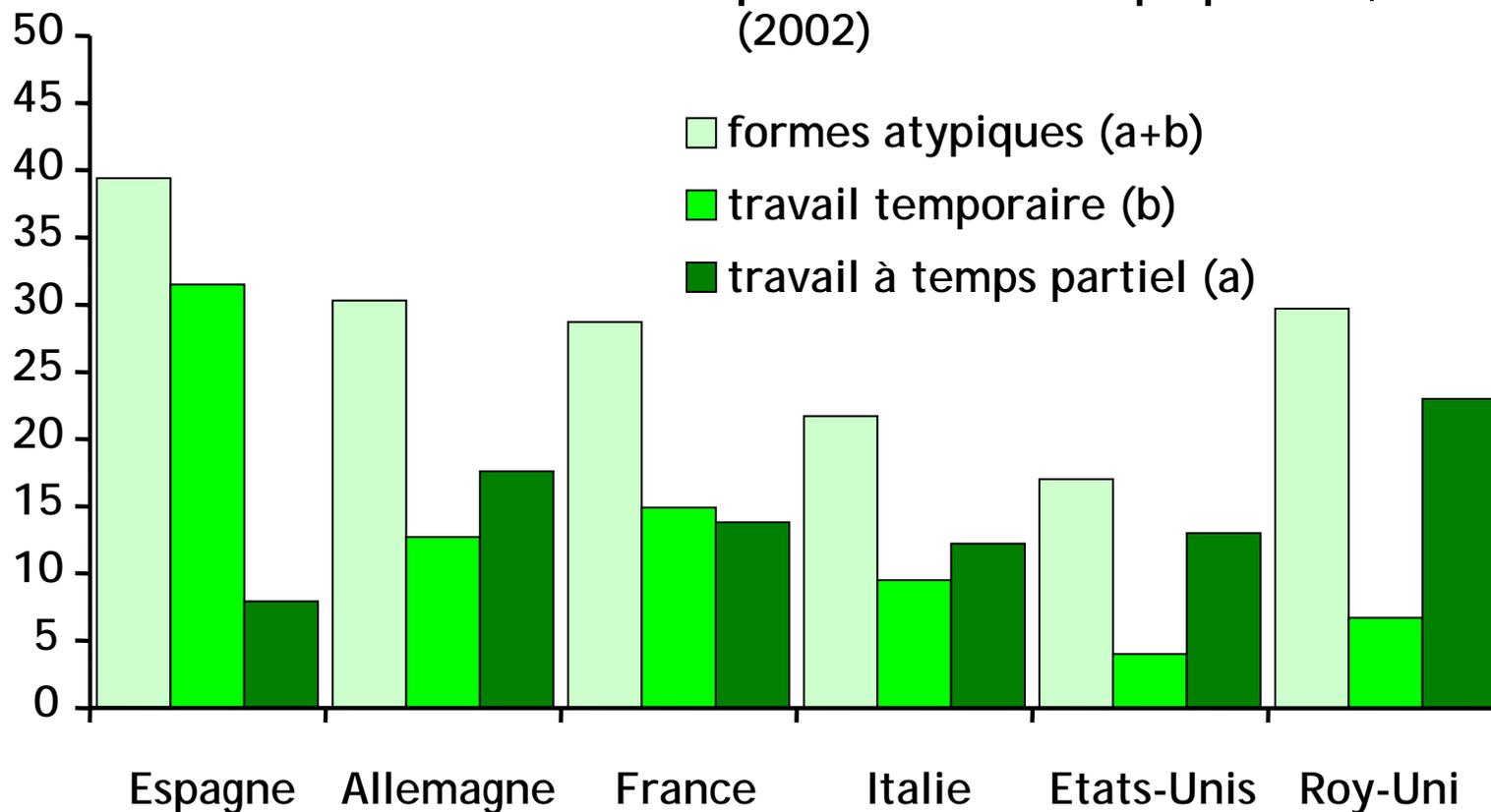
Evolution de la productivité globale des facteurs

Evolution de la productivité globale des facteurs et réglementation administrative



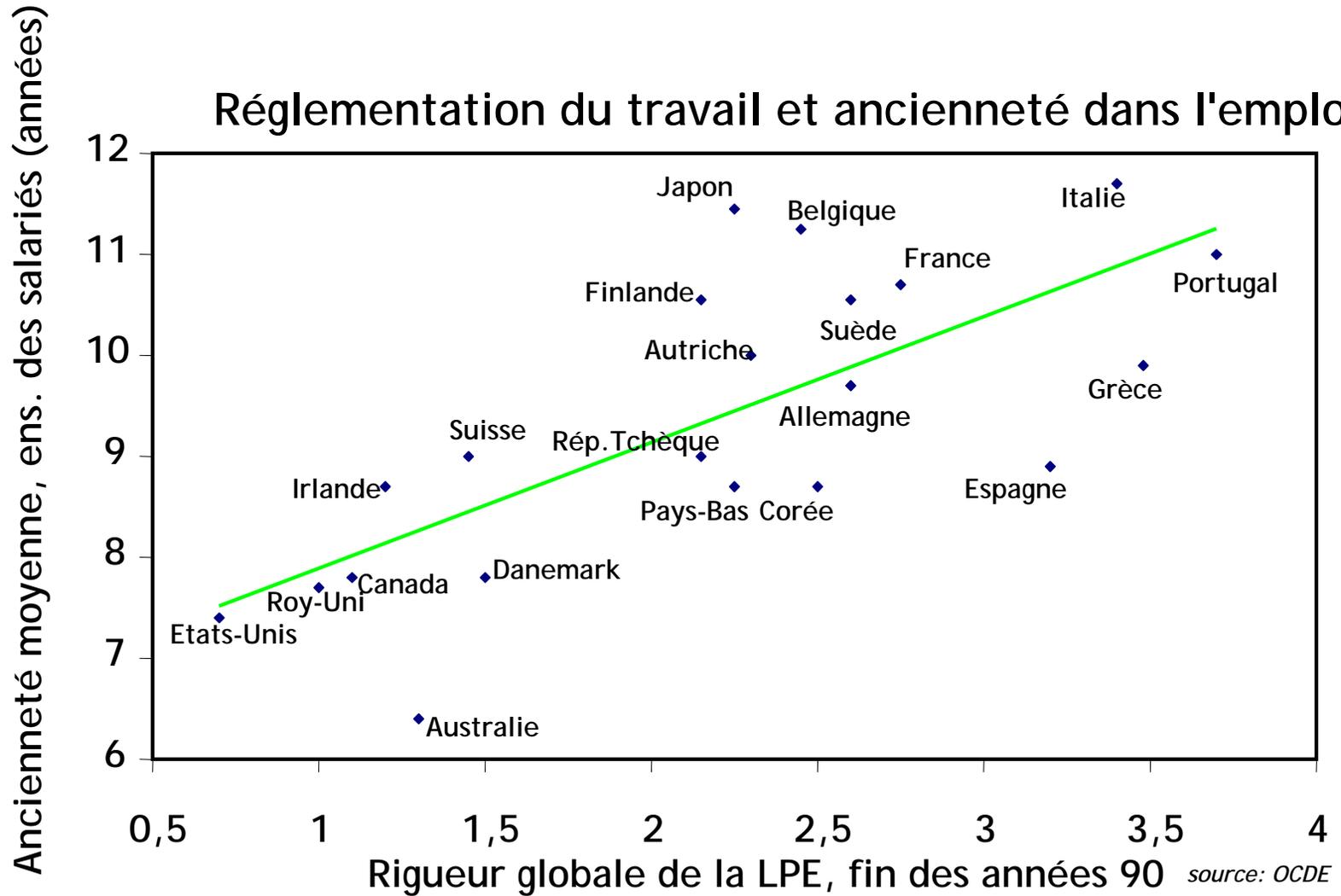
source: OCDE

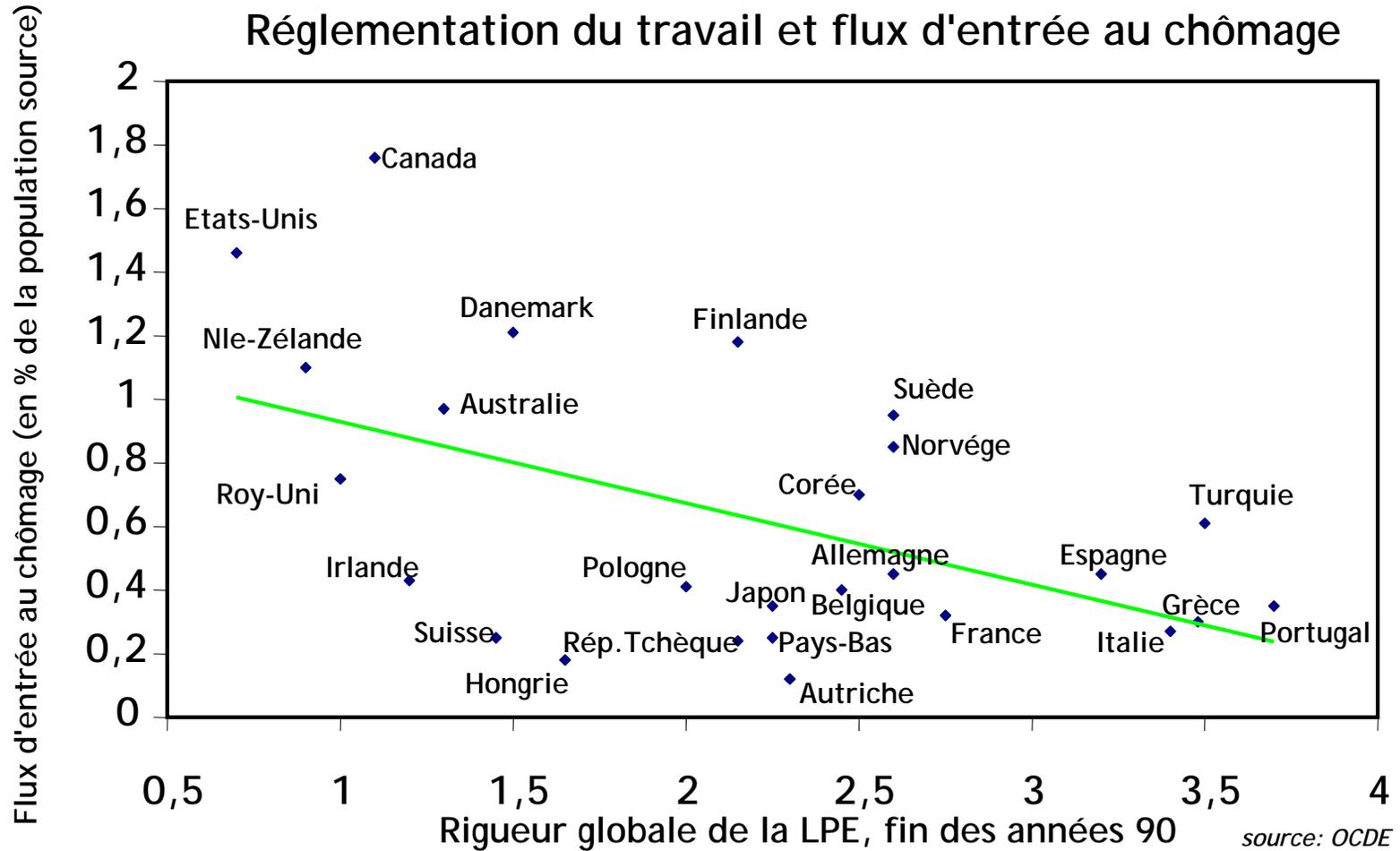
Part du travail temporaire et à temps partiel, %
(2002)



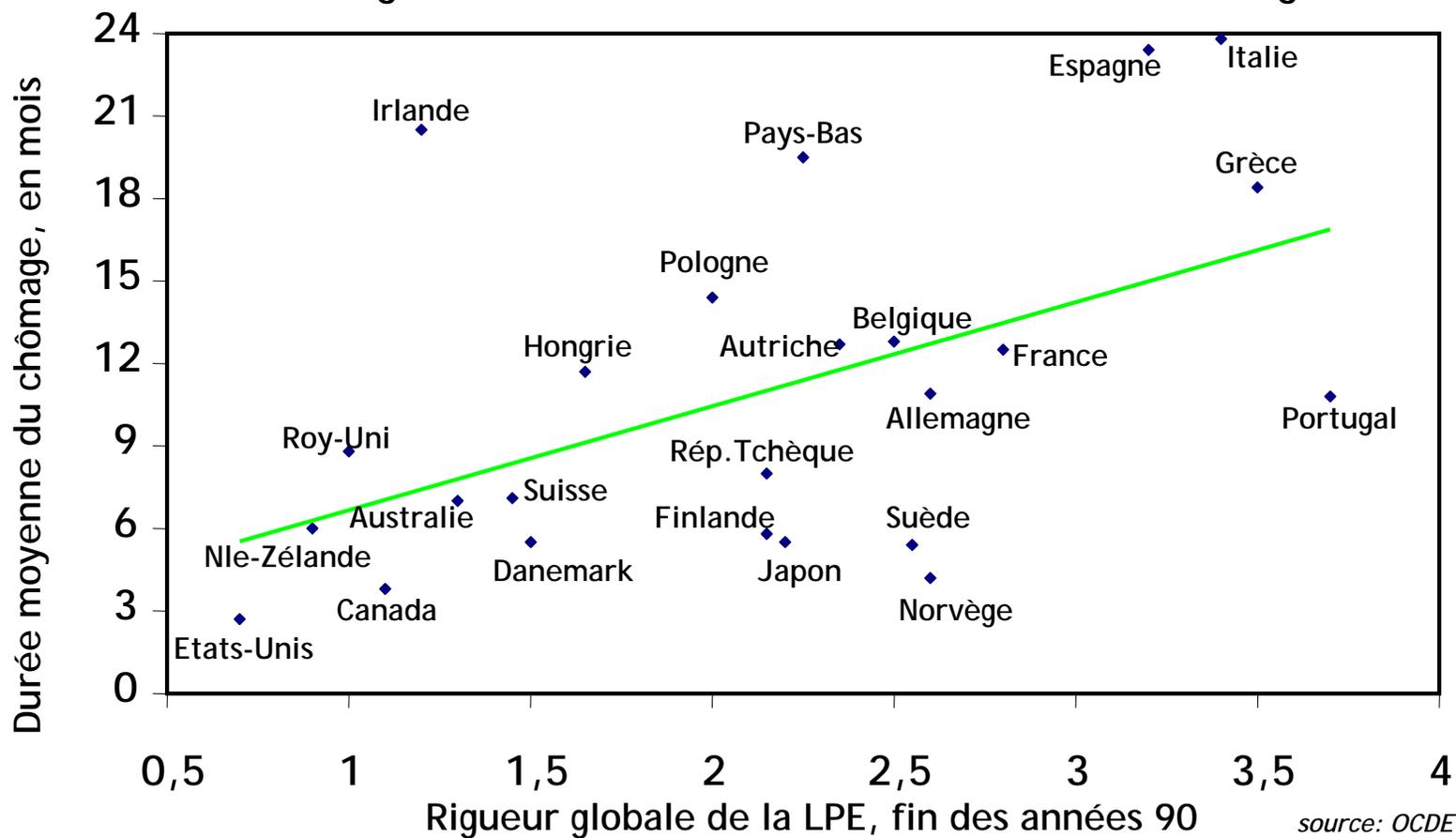
source: OCDE

Réglementation du travail et ancienneté dans l'emploi

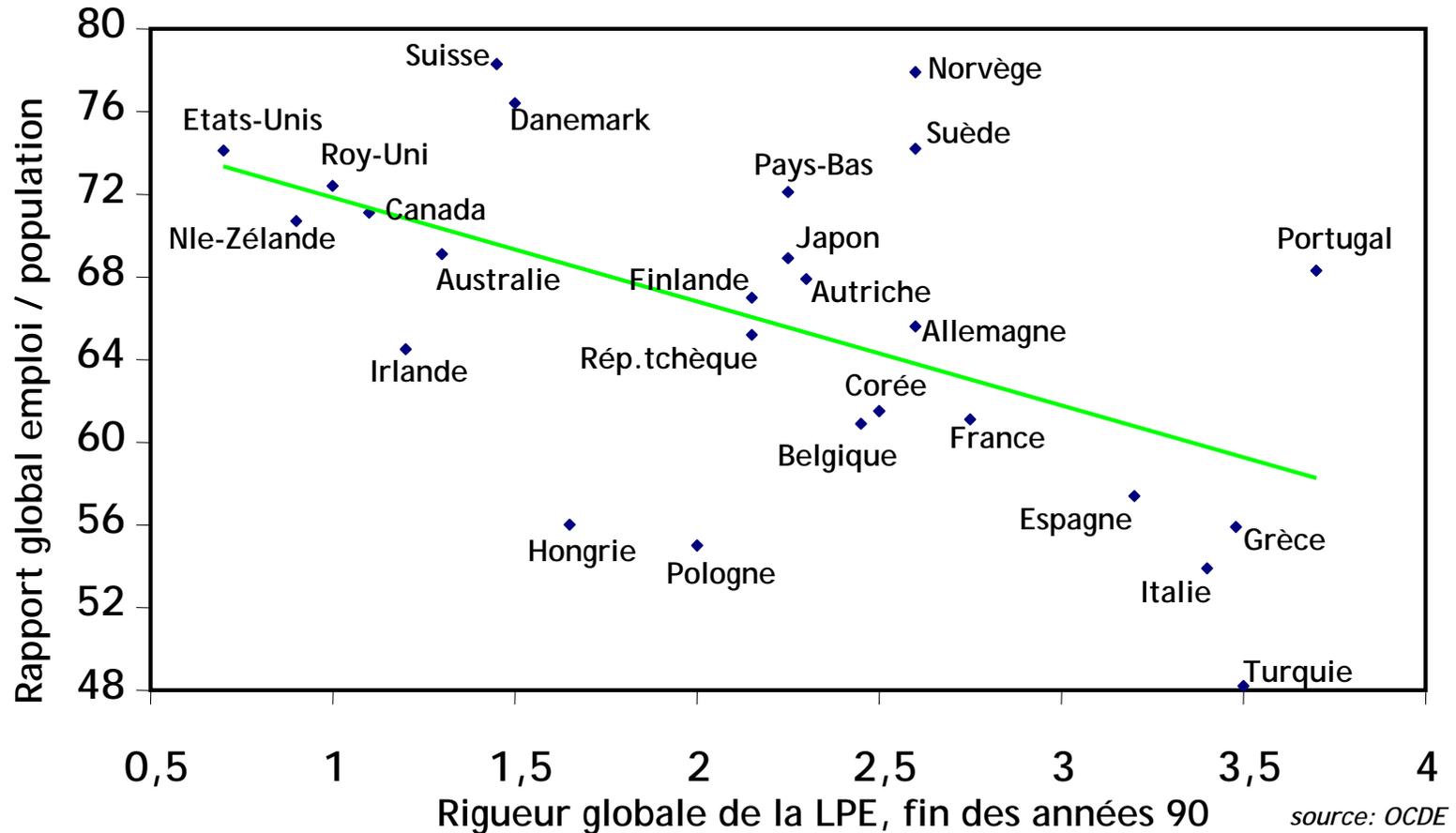




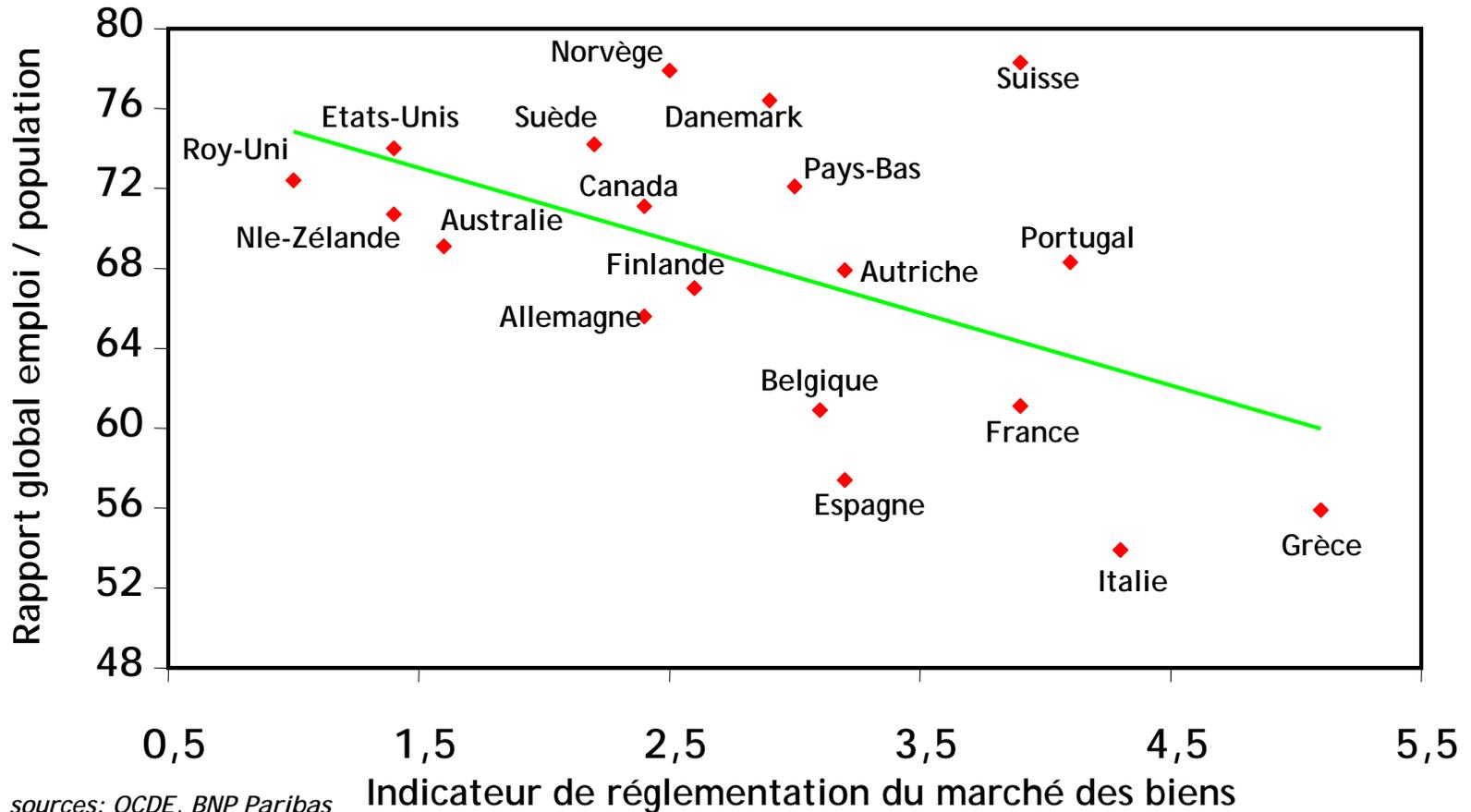
Réglementation du travail et durée du chômage



Réglementation du travail et taux d'emploi



Réglementation du marché des biens et taux d'emploi



sources: OCDE, BNP Paribas

- IV -

LA FORMATION DES COUTS DU TRAVAIL

La détermination des coûts du travail

- Le salaire minimum

- la hausse du salaire minimum ne signifie pas obligatoirement plus de chômage (expérience américaine, cas où la productivité marginale reste inférieure au coût d'embauche).
- Lorsque le salaire minimum représente une proportion importante du salaire moyen, il constitue un handicap à l'embauche des moins qualifiés (d'où l'effet très positif des allègements des cotisations).
- L'écrasement de l'échelle des rémunérations est un frein à la mobilité.

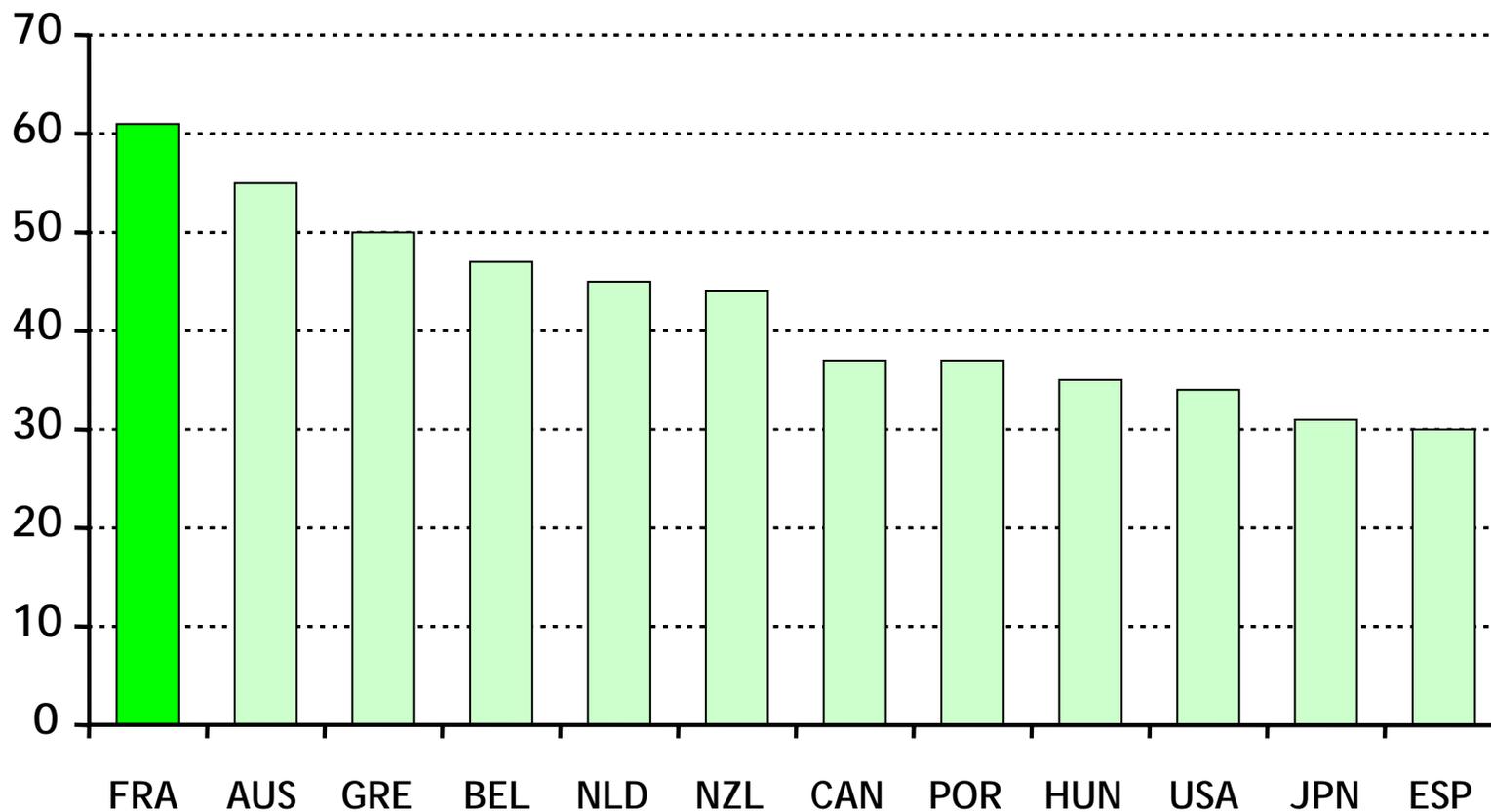
- **Les conditions de négociation**

- **Les niveaux de négociations**

- centralisées : les externalités sur l'emploi sont prises en compte dans les négociations
- décentralisées : les situations spécifiques des entreprises entrent en ligne de compte.
- Le système le moins efficace est celui de la négociation par branche.

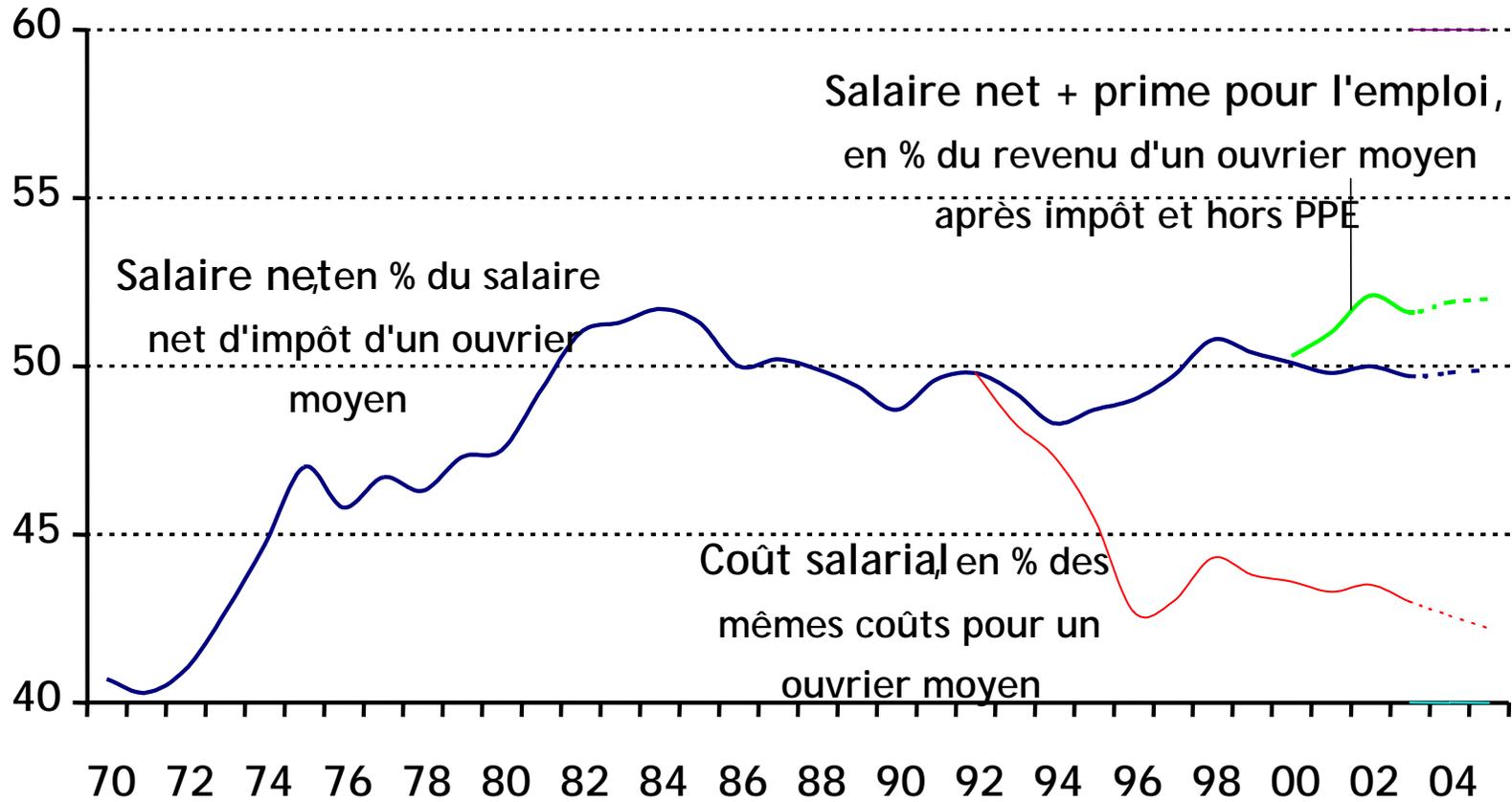
- La tendance à la baisse de la syndicalisation a amené les taux de syndicalisation à des niveaux très bas. Le poids des accords collectifs reste très important.

Salaire minimum en % du salaire médian



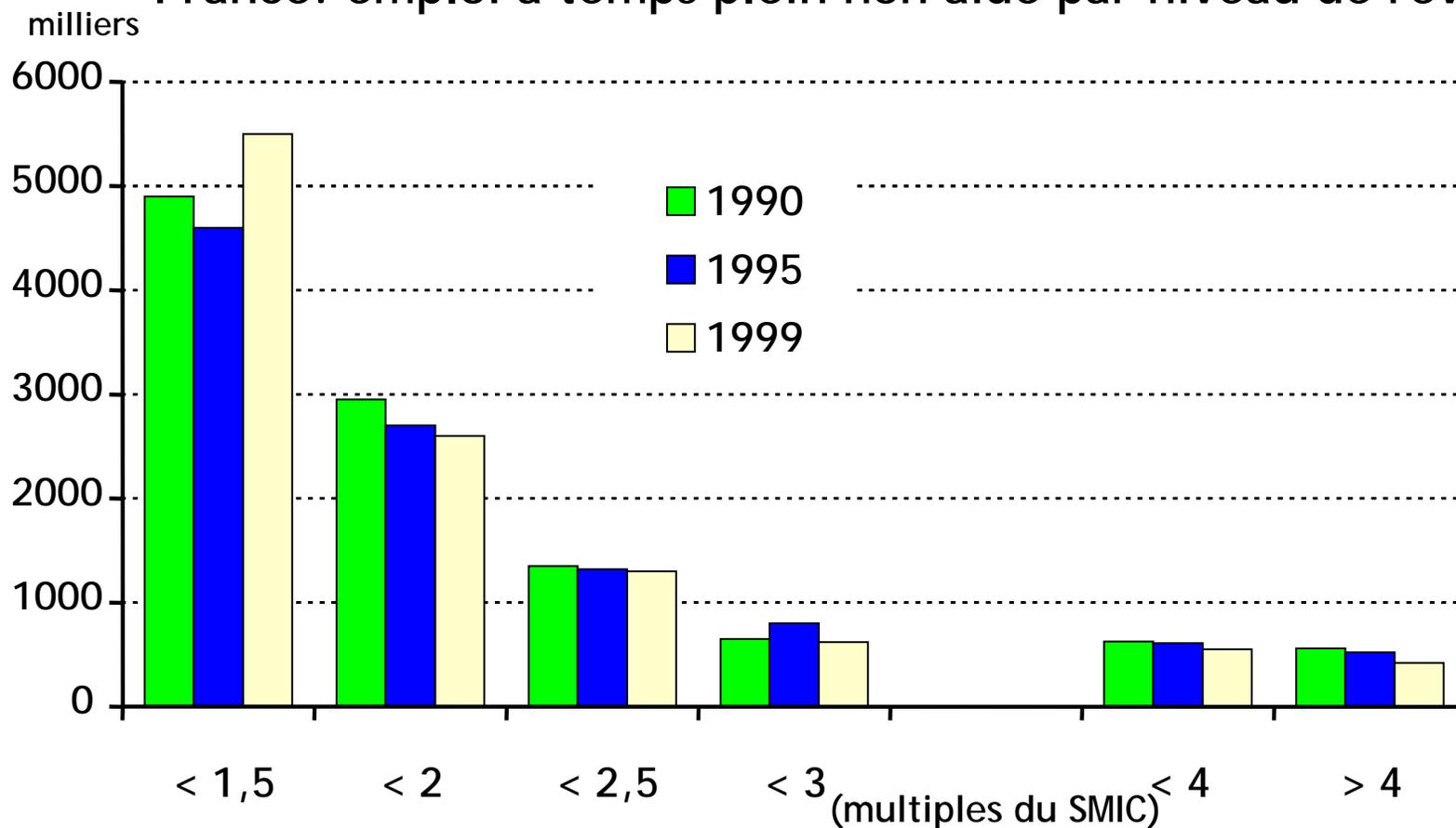
source : OCDE

France: coût salarial et salaire net au SMIC



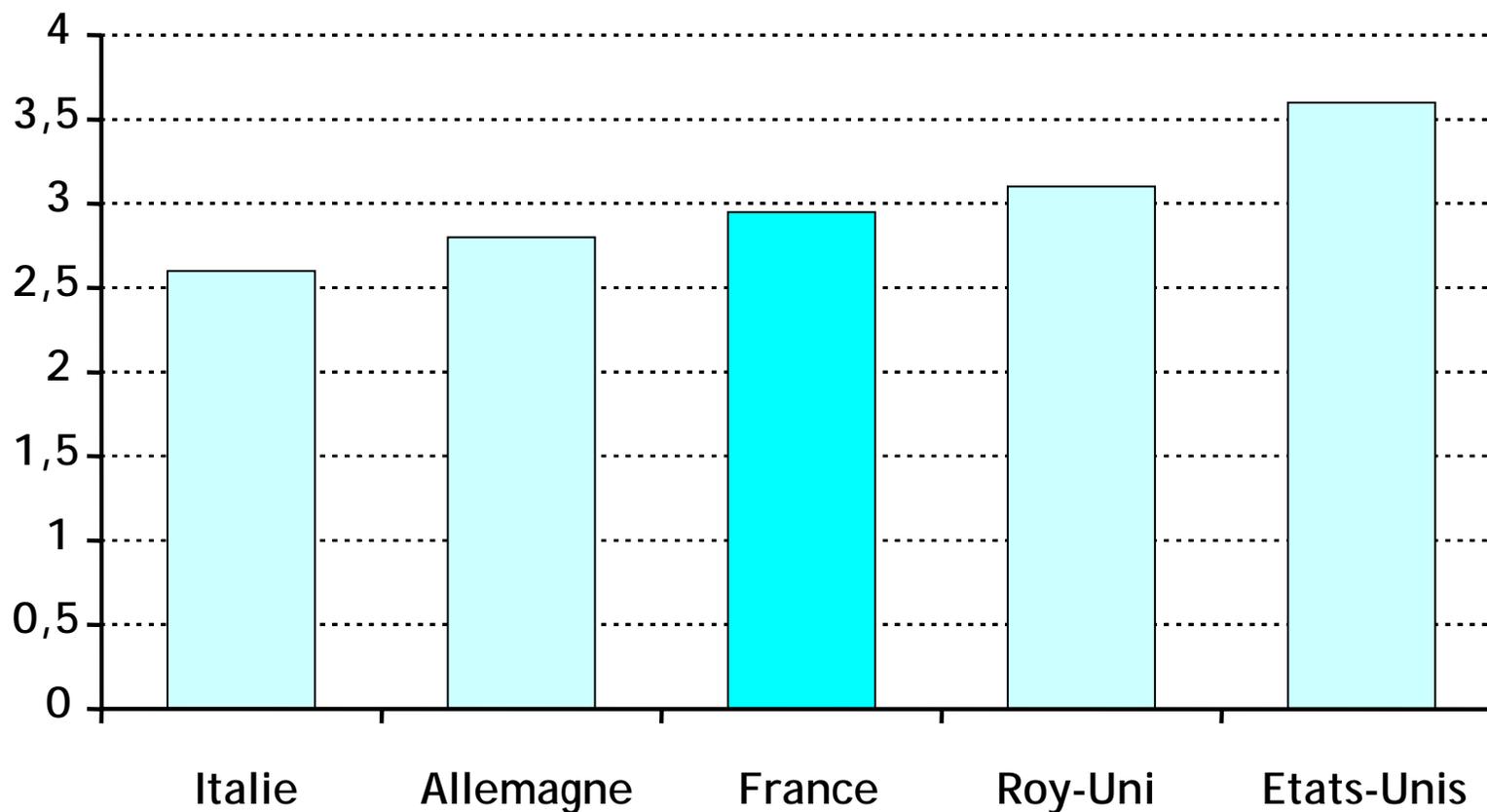
sources: OCDE, INSEE

France: emploi à temps plein non aidé par niveau de revenu



sources: OCDE, INSEE

Dispersion des rémunérations (D9/D1)



source : OCDE

Indicateurs des conditions de négociation

	Taux de syndicalisation	Taux de couverture par les accords collectifs
France	9	95
Allemagne	27	92
Italie	37	82
Espagne	18	78
Royaume Uni	34	40
Etats-Unis	14	17

source: OCDE

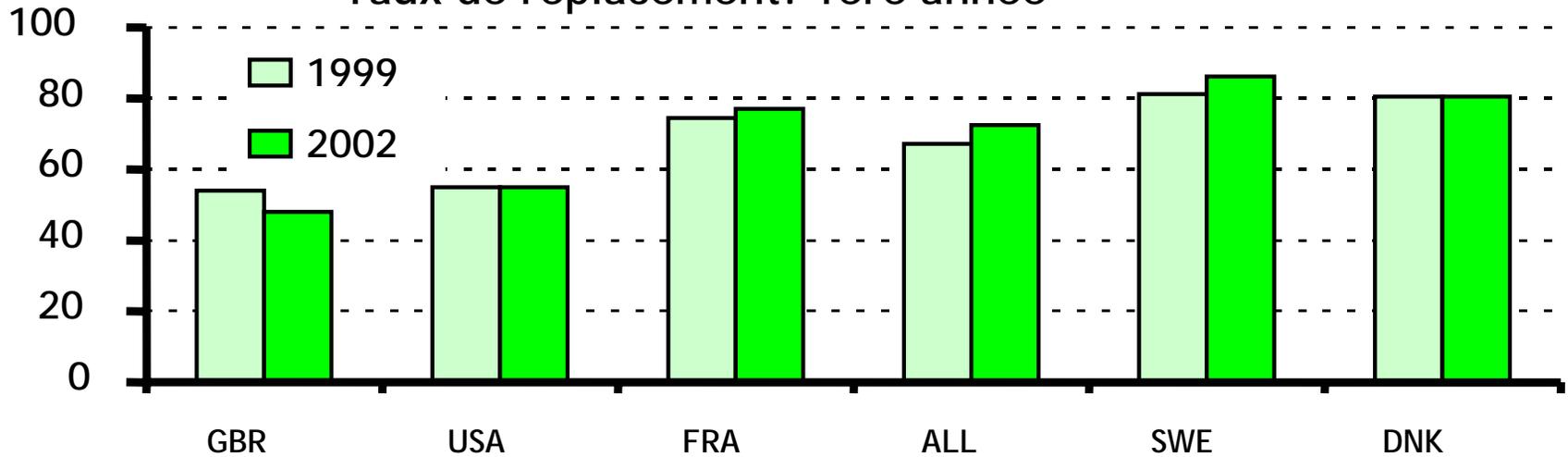
- V -

L'OFFRE DE TRAVAIL

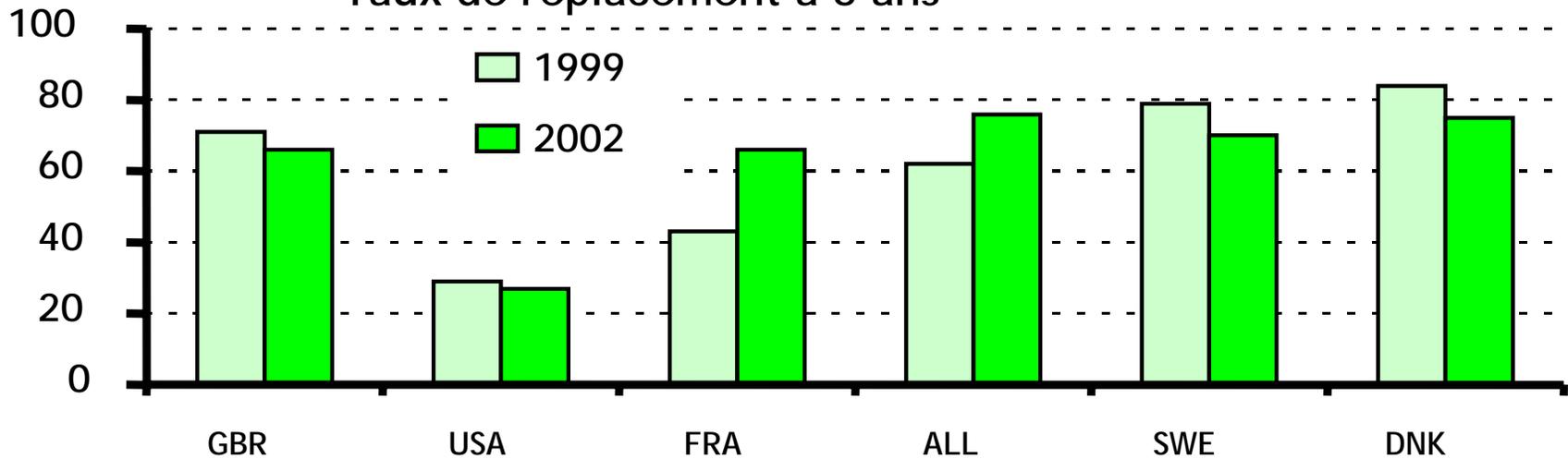
L 'offre de travail

- Les prélèvements pèsent sur le coût d 'embauche et sur l 'incitation à travailler.
- Les trappes à inactivité : conjonction des transferts (indemnisation chômage, revenu minimum) et de l 'imposition.
- Le coin fiscal est très important en Europe.

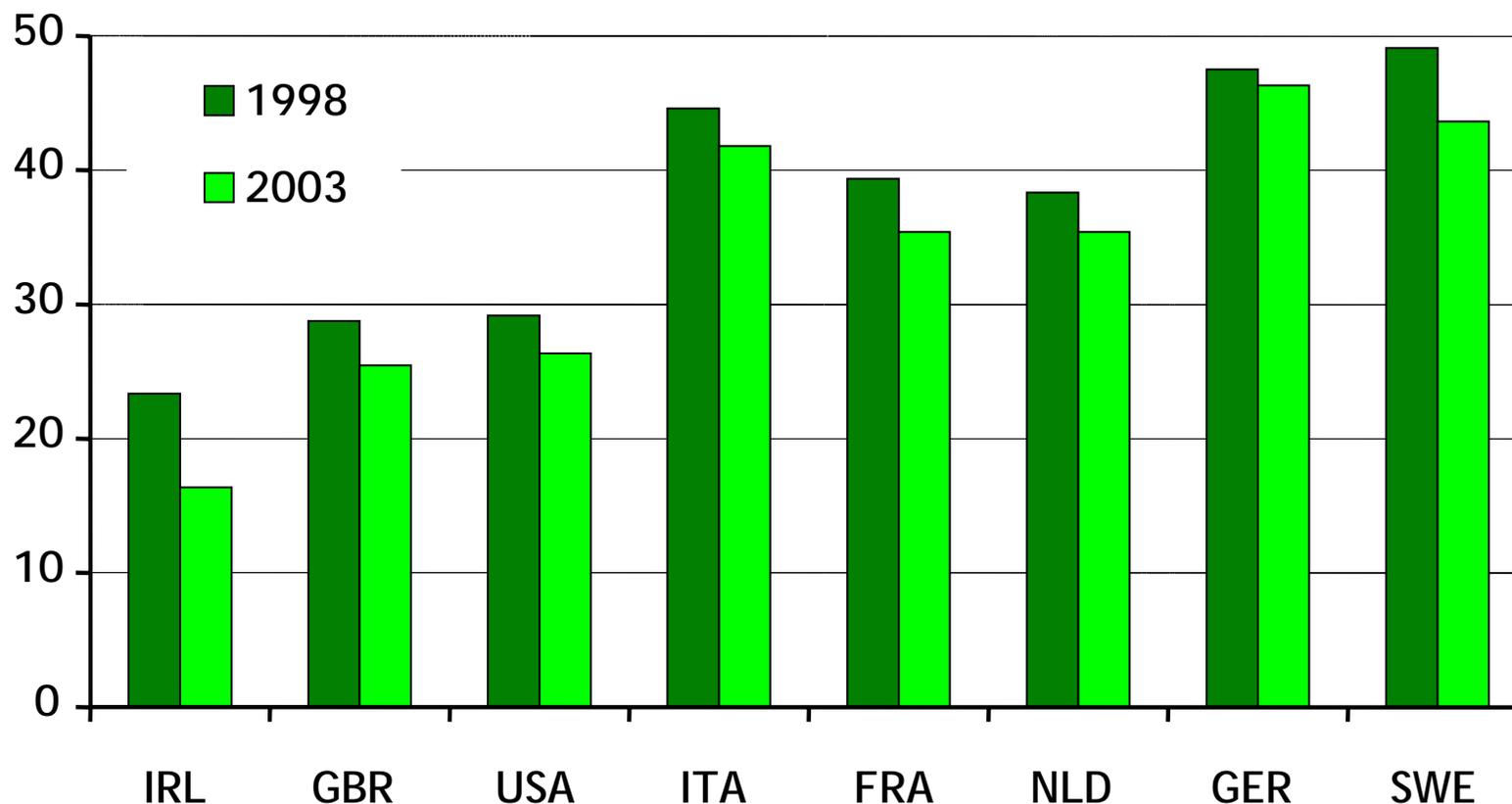
Taux de remplacement: 1ère année



Taux de remplacement à 5 ans

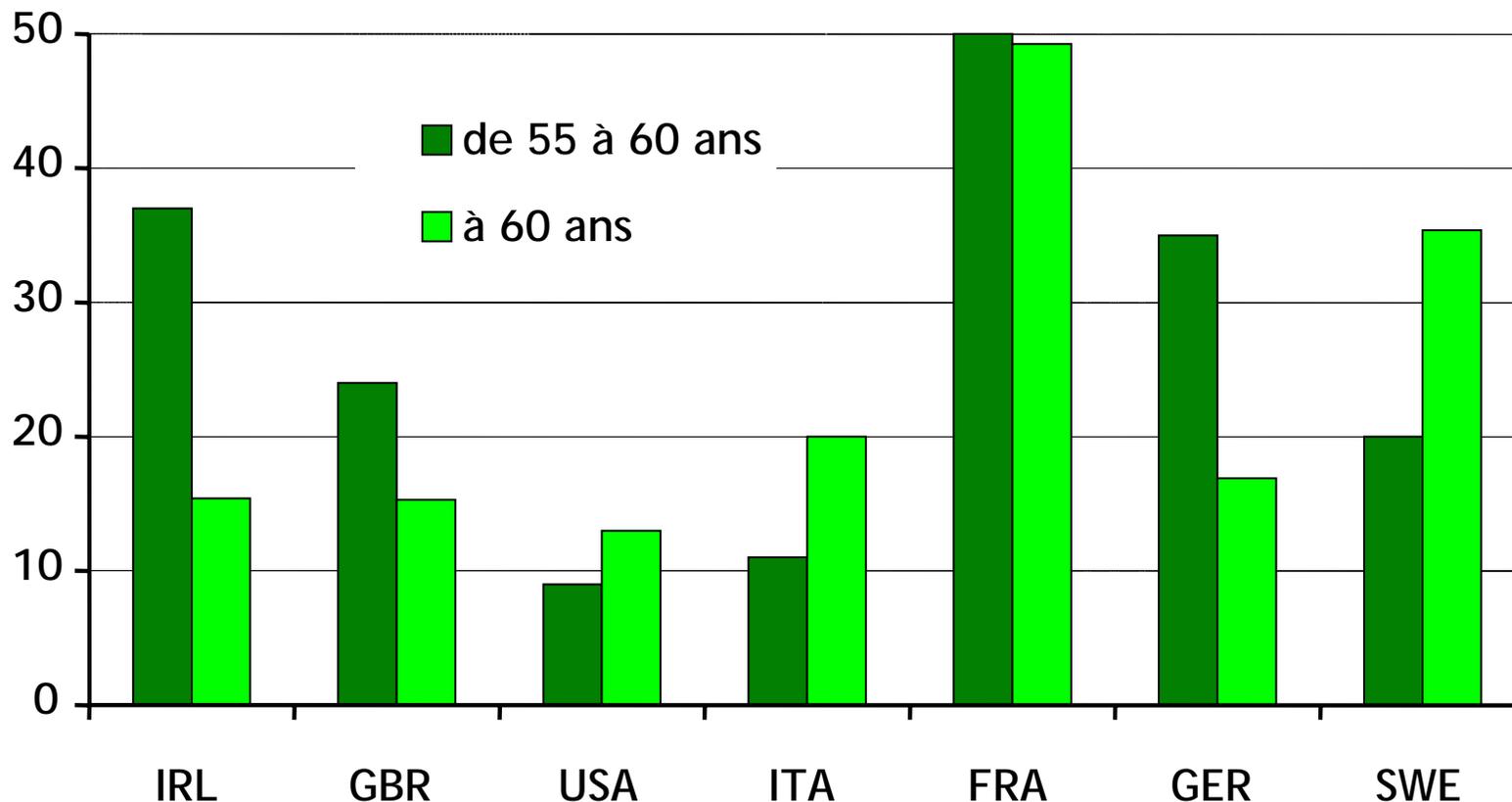


Coin fiscal (à 70% du salaire moyen)



source: OCDE

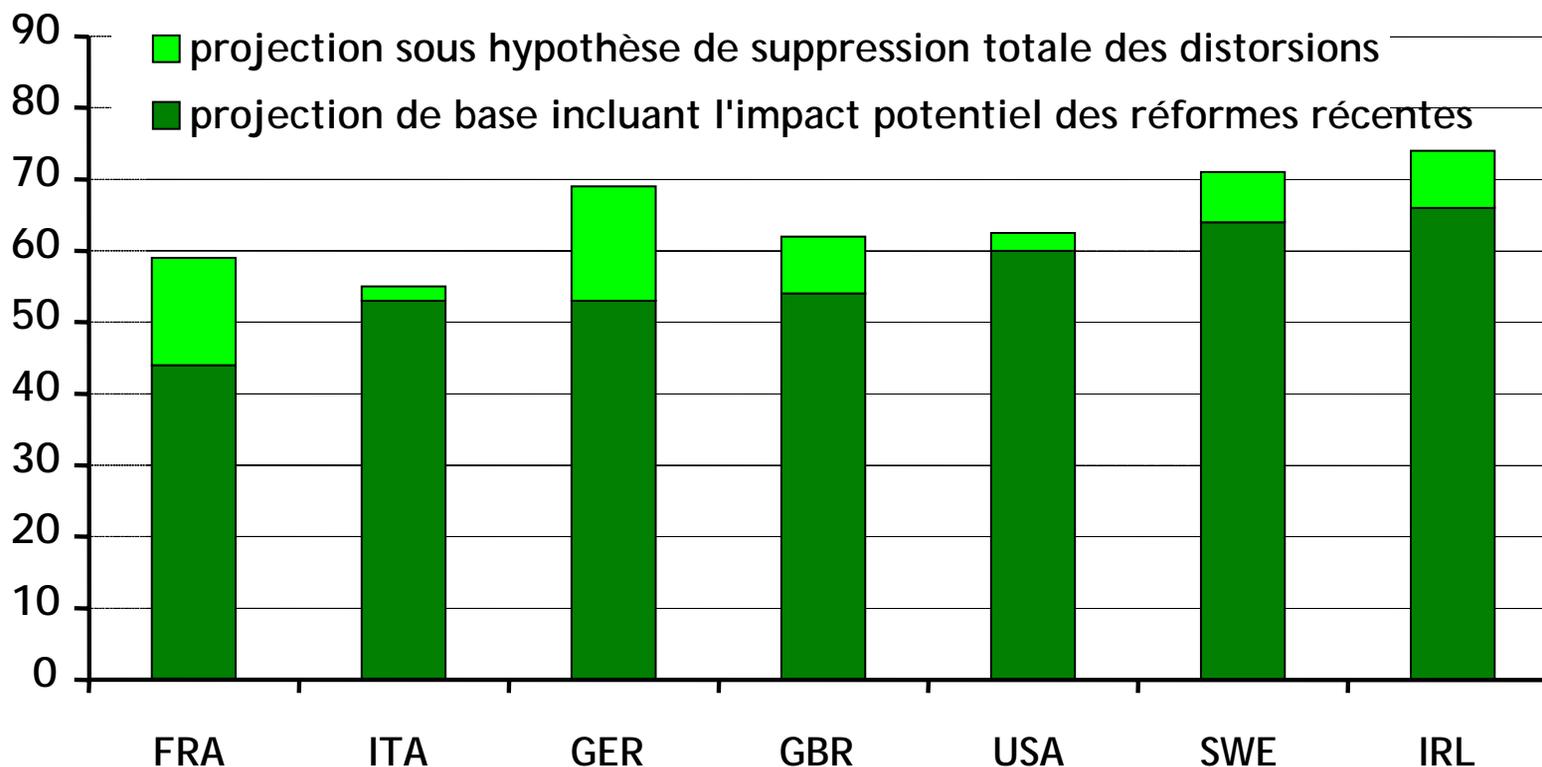
Imposition implicite du travail



source: OCDE

Impact potentiel des réformes des retraites sur le taux d'activité

(taux d'activité des 55-64 ans prévus pour 2025 sous différents scénarios de réformes)



source: OCDE

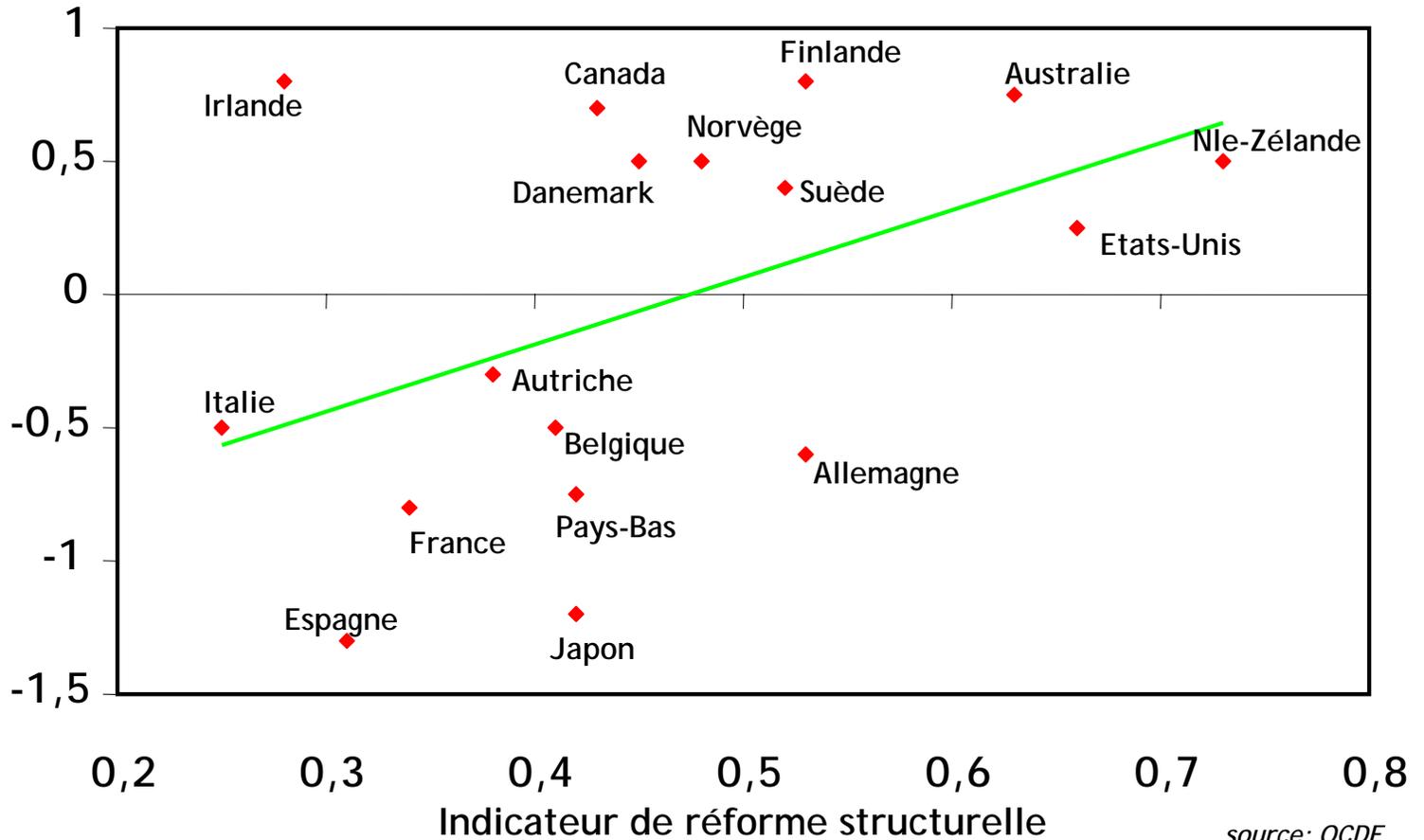
Conclusion

- L'efficacité de la réforme sur le marché du travail suppose la prise en compte simultanée de l'offre, de la demande et de la formation des coûts (à quoi sert d'inciter à la recherche d'emploi si la désincitation à l'embauche demeure ?)
- La mise en œuvre des réformes est difficile : il s'agit de mesures d'offre dont les avantages n'apparaissent qu'à moyen terme mais dont les coûts sont immédiats et ciblés sur des groupes bien identifiés.
- La pression de la concurrence aussi bien sur les marchés qu'entre les législations devrait pousser à la réforme.

- Une croissance potentielle plus forte permet une politique monétaire plus souple.
- Or, les réformes sont du ressort des pays. La politique monétaire est menée au niveau de la zone euro.
- Mais pour qu 'un pays puisse être « récompensé » de ses efforts par une politique monétaire plus souple, il faut que les autres pays entreprennent aussi des réformes... en l 'absence d 'engagements multilatéraux contraignants, l 'incitation est faible.
- Tous les gouvernements partagent le diagnostic et communiquent sur les réformes... mais le rythme de mise en œuvre du programme de Lisbonne reste bien lent.

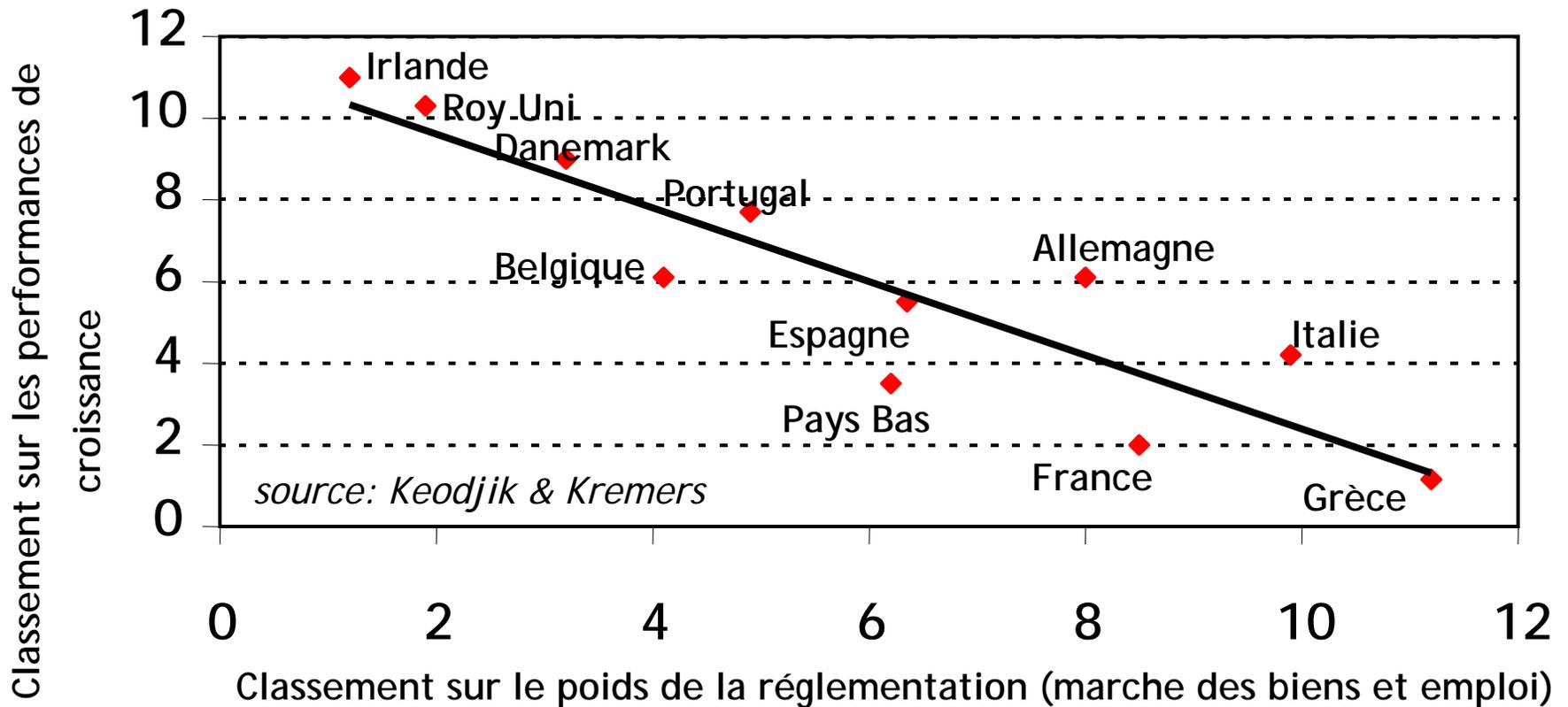
Evolution de la productivité globale des facteurs

Evolution de la productivité globale des facteurs et réforme structurelle



source: OCDE

Croissance à moyen terme et poids de la réglementation



Liste des graphiques et tableaux

- 1 : PIB réel/habitant des grandes économies
- 2 : Taux de croissance de moyenne période des grandes économies
- 3 : Ecart de revenu/tête par rapport aux Etats-Unis
- 4 : Productivité du travail/pays
- 5 : Nombre d'heures travaillées/pays
- 6 : Contribution des nouvelles technologies à la croissance de la productivité
- 7 : Productivité par grands secteurs aux Etats-Unis
- 8 : Productivité par grands secteurs de la Zone euro
- 9 : Zone euro/USA, taux de croissance et d'inflation
- 10 : Coûts et productivité du travail, déflateur du PIB
- 11 : Zone euro/USA, taux de chômage observé et structurel
- 12 : Taux de chômage/pays
- 13 : Taux d'activité globale/pays
- 14 : Taux d'activité des hommes/pays
- 15 : Taux de chômage et taux de participation
- 16 : Dépenses publiques de soutien à l'emploi
- 17 : Fréquence du chômage de longue durée
- 18 : Allemagne, taux de chômage Est/Ouest
- 19 : Allemagne de l'Est versus Allemagne de l'Ouest
- 20 : Zone euro/Etats Unis, courbes de Beveridge

- 21 : Zone euro/Etats Unis, courbes de Phillips
- 22 : Réglementation des marchés des produits et du travail
- 25 : Productivité globale et réglementation du marché des biens
- 26 : Productivité globale et réglementation administrative
- 27 : Part du travail temporaire et à temps partiel
- 28 : Réglementation du travail et ancienneté dans l'emploi
- 29 : Réglementation du travail et flux d'entrée au chômage
- 30 : Réglementation du travail et durée du chômage
- 31 : Réglementation du travail et taux d'emploi
- 32 : Réglementation du marché des biens et taux d'emploi
- 33 : Salaire minimum en % du salaire médian
- 34 : France, coût salarial et salaire net au SMIC
- 35 : France, emploi à temps plein non aidé
- 36 : Dispersion des rémunérations / pays
- Tableau 1 : Indicateurs des conditions de négociation
- 37 : Taux de remplacement / pays
- 38 : Coin fiscal
- 39 : Imposition implicite du travail
- 40 : Impact potentiel des réformes des retraites sur le taux d'activité
- 41 : Productivité globale et réforme structurelle
- 42 ! Croissance et poids de la réglementation

ECONOMIC RESEARCH DEPARTMENT

Philippe d'ARVISENET Chief Economist	33 1.43.16.95.58	philippe.darvisenet@bnpparibas.com
<u>OECD COUNTRIES</u>		
Philippe d'ARVISENET		
Eric VERGNAUD Structural issues, forecasts	33 1.42.98.49.80	eric.vergnaud@bnpparibas.com
Caroline NEWHOUSE-COHEN Country economics	33 1.43.16.95.50	caroline.newhouse-cohen@bnpparibas.com
UNITED STATES, CANADA Alexandra ESTIOT	33 1.43.16.95.52	alexandra.estiot@bnpparibas.com
JAPAN, AUSTRALIA, NEW ZEALAND Caroline NEWHOUSE-COHEN	33 1.43.16.95.50	caroline.newhouse-cohen@bnpparibas.com
EURO ZONE, PUBLIC FINANCES Florence BARJOU	33 1.42.98.27.62	florence.barjou@bnpparibas.com
FRANCE, EURO ZONE LABOUR MARKET Jean-Marc LUCAS	33 1.43.16.95.53	jean-marc.lucas@bnpparibas.com
GERMANY, AUSTRIA, SWITZERLAND, EU ENLARGEMENT Jean-Loïc GUIEZE	33 1.42.98.43.86	jeanloic.guieze@bnpparibas.com
SOUTHERN EUROPE, SINGLE EUROPEAN FINANCIAL MARKET Marie-Laure MICHAUD	33 1.42.98.44.24	marie-laure.michaud@bnpparibas.com
UNITED KINGDOM, NORDIC COUNTRIES, BENELUX, PENSIONS, LONG TERM FORECASTS Raymond VAN DER PUTTEN	33 1.42.98.53.99	raymond.vanderputten@bnpparibas.com

BANKING ECONOMICS
Van NGUYEN THE
Head

33 1.43.16.95.54

van.nguyenthe@bnpparibas.com

Laurent QUIGNON

33 1.42.98.56.54

laurent.quignon@bnpparibas.com
COUNTRY RISK
Guy LONGUEVILLE
Head

33 1.43.16.95.40

guy.longueville@bnpparibas.com
ASIA

Delphine CAVALIER

33 1.43.16.95.41

delphine.cavalier@bnpparibas.com

Nhu-Nguyen NGO

33 1.43.16.95.44

nhu-nguyen.ngo@bnpparibas.com
LATIN AMERICA

Bérénice PICCIOTTO

33 1.42.98.74.26

berenice.picciotto@bnpparibas.com

Christine PELTIER

33.1.42.98.26.77

christine.peltier@bnpparibas.com
AFRICA

Adama KONATE

33 1.42.98.02.04

adama.konate@bnpparibas.com

Emmanuelle VULLIEZ

33 1.42.98.56.27

emmanuelle.vulliez@bnpparibas.com
EASTERN EUROPE – CAPITAL FLOWS TO EMERGING MARKETS

François FAURE

33 1.42.98.79.82

francois.faure@bnpparibas.com
RUSSIA, FORMER SOVIET REPUBLICS

Tatiana ESANU

33 1.42.98.48.45

tatiana.esanu@bnpparibas.com
MIDDLE EAST – SCORING

Pascal DEVAUX

33 1.43.16.95.51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Our internet site – economic-research.bnpparibas.com

Our publications

economic-research.bnpparibas.com

- **CONJUNCTURE** focuses each month both on the main economic issues and structural problems.
- **ECONOMIC MARKET MONITOR** provides a detailed follow-up of the economic situation whilst analysing interest and exchange rate developments in OECD countries (8 issues per year).
- **PUBLIC FINANCES IN THE EURO ZONE** is issued quarterly.
- **ECOFASH** comments and analyses the main economic events (data releases, economic policy decisions) in the hours following their release.
- **ECOWEEK** focuses on specific and current economic issues (every Monday).

To receive our publications, please contact :
Francine BATHREAU ☎ 33-1-43-16-95-48
francine.bathreau@bnpparibas.com

BNP Paribas is incorporated in France with Limited Liability. Registered Office 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris.
BNP Paribas is regulated by the FSA for the conduct of its designated investment business in the UK and is a member of the London Stock Exchange.
BNP Paribas London Branch is registered in England and Wales under No. FC13447. Registered Office: 10 Harewood Avenue, London NW1 6AA
Tel: +44 (0)20 7595 2000 Fax: +44 (0)20 7595 2555 www.bnpparibas.com

The information and opinions contained in this report have been obtained from public sources believed to be reliable, but no representation or warranty, express or implied, is made that such information is accurate or complete and it should not be relied upon as such. This report does not constitute a prospectus or other offering document or an offer or solicitation to buy any securities or other investment. Information and opinions contained in the report are published for the assistance of recipients, but are not to be relied upon as authoritative or taken in substitution for the exercise of judgement by any recipient, they are subject to change without notice and not intended to provide the sole basis of any evaluation of the instruments discussed herein. Any reference to past performance should not be taken as an indication of future performance. No BNP Paribas Group Company accepts any liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of material contained in this report. All estimates and opinions included in this report constitute our judgements as of the date of this report. BNP Paribas and their affiliates ("collectively "BNP Paribas") may make a market in, or may, as principal or agent, buy or sell securities of the issuers mentioned in this report or derivatives thereon. BNP Paribas may have a financial interest in the issuers mentioned in this report, including a long or short position in their securities, and or options, futures or other derivative instruments based thereon. BNP Paribas, including its officers and employees may serve or have served as an officer, director or in an advisory capacity for any issuer mentioned in this report. BNP Paribas may, from time to time, solicit, perform or have performed investment banking, underwriting or other services (including acting as adviser, manager, underwriter or lender) within the last 12 months for any issuer referred to in this report. BNP Paribas, may to the extent permitted by law, have acted upon or used the information contained herein, or the research or analysis on which it was based, before its publication. BNP Paribas may receive or intend to seek compensation for investment banking services in the next three months from an issuer mentioned in this report. Any issuer mentioned in this report may have been provided with sections of this report prior to its publication in order to verify its factual accuracy.

This report was produced by a BNP Paribas Group Company. This report is for the use of intended recipients and may not be reproduced (in whole or in part) or delivered or transmitted to any other person without the prior written consent of BNP Paribas. By accepting this document you agree to be bound by the foregoing limitations.

Analyst Certification

Each analyst responsible for the preparation of this report certifies that (i) all views expressed in this report accurately reflect the analyst's personal views about any and all of the issuers and securities named in this report, and (ii) no part of the analyst's compensation was, is, or will be, directly or indirectly, related to the specific recommendations or views expressed herein.

United States: This report is being distributed to US persons by BNP Paribas Securities Corp., or by a subsidiary or affiliate of BNP Paribas that is not registered as a US broker-dealer, to US major institutional investors only. BNP Paribas Securities Corp., a subsidiary of BNP Paribas, is a broker-dealer registered with the Securities and Exchange Commission and is a member of the National Association of Securities Dealers, Inc. BNP Paribas Securities Corp. accepts responsibility for the content of a report prepared by another non-US affiliate only when distributed to US persons by BNP Paribas Securities Corp.

United Kingdom: This report has been approved for publication in the United Kingdom by BNP Paribas London Branch, a branch of BNP Paribas whose head office is in Paris, France. BNP Paribas London Branch is regulated by the Financial Services Authority ("FSA") for the conduct of its designated investment business in the United Kingdom and is a member of the London Stock Exchange. This report is prepared for professional investors and is not intended for Private Customers in the United Kingdom as defined in FSA rules and should not be passed on to any such persons.

Japan: This report is being distributed to Japanese based firms by BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Tokyo Branch, or by a subsidiary or affiliate of BNP Paribas not registered as a securities firm in Japan, to certain financial institutions permitted by regulation. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Tokyo Branch, a subsidiary of BNP Paribas, is a securities firm registered according to the Securities & Exchange Law of Japan and a member of the Japan Securities Dealers Association. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Tokyo Branch accepts responsibility for the content of a report prepared by another non-Japan affiliate only when distributed to Japanese based firms by BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Tokyo Branch.

Hong Kong: This report is being distributed in Hong Kong by BNP Paribas Hong Kong Branch, a branch of BNP Paribas whose head office is in Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch is regulated as a Licensed Bank by the Hong Kong Monetary Authority and is deemed as a Registered Institution by the Securities and Futures Commission for the conduct of Advising on Securities [Regulated Activity Type 4] under the Securities and Futures Ordinance Transitional Arrangements.

Singapore: This report is being distributed in Singapore by BNP Paribas Singapore Branch, a branch of BNP Paribas whose head office is in Paris, France. BNP Paribas Singapore is a licensed bank regulated by the Monetary Authority of Singapore is exempted from holding the required licenses to conduct regulated activities and provide financial advisory services under the Securities and Futures Act and the Financial Advisors Act.

© BNP Paribas (2004). All rights reserved.